

SAMIR AMIN

LA VOIE DE DEVELOPPEMENT A ORIENTATION SOCIALISTE

Les développements proposés dans ce qui suit décevront ceux qui croient avoir déjà la réponse aux questions posées.

Mon propose n'est pas ici de formuler ce que « sera » ou « devrait être » le socialisme du XXI ème siècle. Une formulation quelconque de ce genre irait à l'encontre de la lecture du marxisme à laquelle j'adhère : que le socialisme (ou mieux le communisme) ne peut être que le produit de la lutte des classes et des peuples exploités et dominés, non la mise en œuvre d'un « projet intellectuel » conçu à l'avance. On conviendra néanmoins que, dans la tradition marxiste et communiste on peut s'entendre sur les grands principes qui constituent la base de départ d'une réflexion portant sur l'analyse des défis et la portée des luttes (indissociables l'une de l'autre):

- (i) Construire un monde fondé sur la solidarité des êtres humains plutôt que sur la« compétition », autrement dit fonder la socialisation sur la démocratie plutôt que sur le « marché ».
- (ii) Construire un monde fondé sur la reconnaissance du statut non marchand de la nature et des ressources de la Planète, des terres agricoles, capable de faire face aux défis écologiques et climatiques majeurs, sur le statut non marchand des produits culturels et des connaissances scientifiques, de l'éducation et de la santé
- (iii) Promouvoir des politiques qui associent étroitement la démocratisation sans limite, le progrès social et l'affirmation de l'autonomie des nations et des peuples
- (iv) Affirmer la solidarité des peuples du Nord et du Sud dans la construction d'un internationalisme sur une base anti-impérialiste

Le moment actuel est caractérisé depuis une trentaine d'années par une offensive du capitalisme (toujours « libéral » par nature) , impérialiste de surcroît (par nature également) qui frappe toutes les classes dominées , au Nord comme au Sud, et plus singulièrement tous les peuples du Sud (la périphérie du système capitaliste mondial). Cette offensive est multidimensionnelle , tente d'imposer une gestion économique de marchés dérégulés en faveur du capital, de démanteler les acquis sociaux, de réprimer par la violence les résistances populaires, de conduire des « guerres préventives » contre les pays récalcitrants. L'offensive est conduite par l'ensemble des centres impérialistes (la « triade » : Etats Unis, Europe et Japon), ralliés au leadership de Washington. Le moment d'euphorie du capital et de l'impérialisme - passés à l'offensive sous le drapeau du néo-libéralisme et de la mondialisation - a été de courte durée (1990-95). Très vite les classes populaires sont entrées dans le combat de résistance à cette offensive.

Oui, d'une manière générale, cette première vague de luttes s'est située sur les terrains de la résistance et de la riposte à l'offensive dans toute sa multidimensionalité évoquée plus haut. La chaîne de ces terrains de résistance est continue et, selon les circonstances de lieu, les luttes se sont déployées sur le terrain principal du défi immédiat auquel les peuples sont confrontés. Dans ce sens la revendication d'une régulation du marché ici, de la promotion des droits des femmes, de la défense de l'environnement, de la défense des services publics, de celle de la démocratie comme les résistances armées aux agressions des Etats Unis et de leurs alliés au Moyen Orient (Iraq, Palestine, Liban) sont indissociables les unes des autres.

Dans ces luttes de résistance les peuples ont innové. Oui, la culture politique dominante de la gauche avait été marquée aux XIXe et XXe siècles par des pratiques fondées sur l'organisation verticale hiérarchisée des partis, des syndicats, des associations. Dans les circonstances de l'époque les mouvements qu'ils ont animés – transformations sociales radicales et réformistes, révolutions, libérations nationales – ont transformé le monde, dans un sens généralement favorable aux classes populaires et aux peuples dominés.

Néanmoins les limites et contradictions propres à ces formes d'action sont apparues avec vigueur à partir des années 1980-1990. Le déficit démocratique de ces formes, allant jusqu'à l'auto-proclamation « d'avant gardes » armées de la connaissance « scientifique » et de la stratégie « efficace », sont à l'origine des déceptions ultérieures : réformes et révolutions ont porté au pouvoir des régimes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont fréquemment mal tenu leurs promesses, souvent dégénéré, parfois dans des directions criminelles. Ces échecs ont rendu possible la reprise de l'offensive du capital dominant et de l'impérialisme à partir des années 1980-1990. Beaucoup des anciennes forces politiques de la gauche organisée sont restées à l'écart de ces premières luttes, timides face à l'agression, parfois ralliées aux options libérales et impérialistes. Le mouvement a été amorcé par de « nouvelles forces », parfois d'une manière quasi « spontanée ». Dans leur déploiement ces forces ont promu le principe fondamental de la pratique démocratique : refusant la hiérarchie verticale, promouvant des formes horizontales de coopération dans l'action. Cette avancée de la conscience démocratique doit être considéré comme un progrès « civilisationnel ».

Les luttes de résistance ont enregistré des victoires incontestables. Elles ont amorcé (mais seulement amorcé) l'échec de l'offensive du capital et de l'impérialisme. Cet échec est visible dans toutes les dimensions de cette offensive. Le projet étatsunien de contrôle militaire de la planète, indispensable pour garantir le « succès » de la mondialisation en place, les guerres « préventives » conduites pour en assurer l'effectivité (invasion de l'Afghanistan et de l'Iraq, occupation de la Palestine, agression contre le Liban) sont déjà visiblement mises en échec politique. Le projet économique et social dit néo-libéral, conçu pour donner une assise forte et stable à l'accumulation du capital – assurer le taux de profit maximal à tout prix – est, de l'avis même des instances qui en sont les auteurs (Banque Mondiale, FMI, OMC, Union Européenne), incapable d'imposer ses conditions. Il est en « panne » : le cycle de Doha de l'OMC est dans l'impasse, le FMI en déconfiture financière etc. La menace d'une crise économique et financière brutale est à l'ordre du jour.

Néanmoins il n'y a pas lieu de s'auto-féliciter de ces succès. Ils resteront insuffisants pour transformer les rapports de force sociaux et politiques en faveur des classes populaires, et, de ce fait, demeurent vulnérables tant que le mouvement ne sera pas passé de la résistance défensive à l'offensive. Seule celle-ci peut ouvrir la voie à la construction de l'alternative positive – « un autre monde possible », et meilleur bien entendu. Les luttes en cours vont-elles s'inscrire dans une perspective socialiste ? Ou bien elles resteront enfermées dans un cadre qui demeurera pour l'essentiel celui d'une mondialisation de nature capitaliste ?

Les trois thèses qui constituent la trame de mes développements sont les suivantes :

(i) Le capitalisme historique (c'est à dire le capitalisme réellement existant, par opposition à la vision idéologique de « l'économie de marché ») est par nature impérialiste. Fondé sur la conquête du monde par les centres impérialistes (Europe, Etats Unis, Japon) il abolit par sa nature même la possibilité pour les sociétés des périphéries de son système mondial (Asie, Afrique, Amérique latine) de « rattraper » et de devenir, à l'image des centres, des sociétés capitalistes opulentes. La voie capitaliste constitue pour ces peuples une impasse.

(ii) Le choix est donc socialisme ou barbarie, et non socialisme ou capitalisme. La vision (hélas dominante) d'une accumulation préalable nécessaire et incontournable qui exigerait le passage par une « phase capitaliste » avant de s'engager sur la voie socialiste, est sans fondement dès lors qu'on prend la mesure des défis objectifs que représente le capitalisme historique.

(iii) L'option pour « la voie de développement à orientation socialiste » (pour reprendre la formule des camarades de Chine, du Vietnam et de Cuba) pose néanmoins des questions pour lesquelles je me contenterai d'en signaler la difficulté.

1. L'accumulation par dépossession est permanente dans l'histoire du capitalisme réellement existant

La vulgate idéologique de l'économie conventionnelle et de la « pensée » culturelle et sociale qui l'accompagne prétend que l'accumulation est financée par l'épargne – vertueuse – des « riches » (les

propriétaires opulents), comme des nations. L'histoire ne conforte pas cette invention des puritains anglo-américains. Elle est, au contraire, celle d'une accumulation largement financée par la dépossession des uns (la majorité) au profit des autres (une minorité). Marx a analysé avec rigueur ces processus qu'il a qualifié d'accumulation primitive, dont la dépossession des paysans anglais (les « enclosures »), celle des paysans irlandais (au profit de landlords anglais conquérants), celle de la colonisation américaine constituent les témoignages éloquentes. En réalité cette accumulation primitive ne se situe pas exclusivement aux origines lointaines et dépassées du capitalisme. Celle-ci se poursuit encore aujourd'hui.

Une mesure de l'importance de l'accumulation par dépossession – expression que je préfère à celle d'accumulation primitive – est possible. Cette mesure, que je proposerai ici, part des conséquences de cette dépossession – appréciées en termes démographiques et dans ceux de la valeur apparente du produit social qui l'accompagne.

La population de la Planète est multipliée par trois entre 1500 (de 450 à 550 millions d'êtres humains) et 1900 (1600 millions), puis par 3,75 au cours du XXe siècle (aujourd'hui plus de 6.000 millions). Mais la proportion des Européens (d'Europe et des territoires conquis en Amérique, Afrique du Sud, Australie et Nouvelle Zélande) passe de 18 % (ou moins) en 1500 à 37 % en 1900, pour redescendre graduellement au XXe siècle. Les quatre premiers siècles (1500-1900) correspondent à la conquête du monde par les Européens, le XXe siècle – qui se poursuit au XXIe siècle – à « l'éveil du Sud », la Renaissance des peuples conquis.

La conquête du monde par les Européens constitue une gigantesque dépossession des Indiens d'Amérique, qui perdent leurs terres et leurs ressources naturelles au profit des colons. Les Indiens ont été exterminés en presque totalité (le génocide des Indiens d'Amérique du Nord) ou réduits par les effets de cette dépossession et de leur surexploitation par les conquérants espagnols et portugais au dixième de ce qu'ils étaient. La traite négrière qui prend la relève exerce sur une bonne partie de l'Afrique une ponction qui retarde d'un demi millénaire le progrès du continent. Des phénomènes analogues sont visibles en Afrique du Sud, au Zimbabwe, au Kenya, en Algérie et plus encore en Australie et en Nouvelle Zélande. Ce procès d'accumulation par dépossession caractérise l'Etat d'Israël – une colonisation en cours. Non moins visibles sont les conséquences de l'exploitation coloniale des paysanneries soumises de l'Inde anglaise, des Indes néerlandaises, Philippines, de l'Afrique : les famines (celle célèbre du Bengale, celles de l'Afrique contemporaine) en constituent la manifestation. La méthode avait été inaugurée par les Anglais en Irlande dont la population, jadis égale à celle de l'Angleterre n'en représente plus encore aujourd'hui que le dixième, ponctionnée par la famine organisée dont Marx a fait le procès.

La dépossession n'a pas frappé seulement les populations paysannes – la grande majorité des peuples d'autrefois. Elle a détruit les capacités de production industrielle (artisanats et manufactures) de régions naguère et longtemps plus prospères que l'Europe elle-même : la Chine et l'Inde entre autre (les développements de Bagchi, dans son dernier ouvrage *Perilous passage*, sont sur ce sujet indiscutables).

Il importe ici de bien comprendre que ces destructions n'ont pas été produites par les « lois du marché », l'industrie européenne – prétendue plus « efficace » - ayant pris la place de productions non compétitives. Ce discours idéologique passe sous silence les violences politiques et militaires mises en œuvre pour obtenir ce résultat. Ce ne sont pas les « canons » de l'industrie anglaise, mais ceux des canonnières tout court, qui ont eu raison de la supériorité – et non infériorité – des industries chinoises et indiennes. L'industrialisation, interdite par les administrations coloniales, a fait le reste et « développé le sous développement » de l'Asie et de l'Afrique aux XIXe et XXe siècles. Les atrocités coloniales, l'extrême surexploitation des travailleurs ont été les moyens et les produits naturels de l'accumulation par dépossession.

De 1500 à 1800, la production matérielle des centres européens progresse à un taux qui dépasse de peu sans doute celui de leur démographie (mais celle-ci est forte en termes relatifs pour l'époque). Ces rythmes s'accroissent au XIXe siècle, avec l'approfondissement – et non l'atténuation – de l'exploitation

des peuples d'outre mer, raison pour laquelle je parle d'accumulation permanente par dépossession et non d'accumulation « primitive » (« première », « antérieure »). Cela n'exclut pas qu'aux XIXe et XXe siècles la contribution de l'accumulation financée par le progrès technologique – les révolutions industrielles successives – prend désormais une importance qu'elle n'avait jamais eu au cours des trois siècles mercantilistes qui précèdent. Finalement donc, de 1500 à 1900, la production apparente des centres nouveaux du système mondial capitaliste/impérialiste (l'Europe occidentale et centrale, les Etats Unis et – tard venu – le Japon) est multiplié par 7 à 7,5, faisant contraste avec celle des périphéries qui n'est guère que doublée. L'écart se creuse comme jamais il n'avait été possible dans toute l'histoire antérieure de l'humanité. Au cours du XXe siècle il s'approfondit encore, portant le revenu par tête apparent en 2000 à un niveau de 15 à 20 fois supérieur à celui des périphéries dans leur ensemble.

L'accumulation par dépossession des siècles du mercantilisme a largement financé le déploiement du luxe des trains de vie des classes dirigeantes de l'époque (« l'Ancien Régime »), sans avoir bénéficié aux classes populaires, dont les niveaux de vie se dégradent souvent – elles sont elles mêmes victimes de l'accumulation par dépossession de fractions importantes des paysanneries. Mais elle a surtout financé un extraordinaire renforcement des pouvoirs de l'Etat modernisé, de son administration et de sa puissance militaire. Les guerres de la Révolution et de l'Empire, qui font la jonction entre l'époque mercantiliste précédente et celle de l'industrialisation ultérieure, en témoignent. Cette accumulation est donc à l'origine des deux transformations majeures qui feront le XIXe siècle : la première révolution industrielle, la conquête coloniale facile.

Les classes populaires ne bénéficient pas de la prospérité coloniale des premiers temps, jusque tard dans le XIXe siècle, comme en témoigne le tableau désolant de la misère ouvrière en Angleterre, décrite par Engels. Mais ils ont l'échappatoire de l'émigration en masse, qui s'accélère au XIXe et XXe siècles. Au point que la population d'origine européenne soit devenue supérieure à celle des régions d'origine de leur émigration. Imagine-t-on aujourd'hui deux ou trois milliards d'Asiatiques et d'Africains disposant de tels avantages?

Le XIXe siècle a représenté l'apogée de ce système de la mondialisation capitaliste/impérialiste. Au point que, désormais, expansion du capitalisme et « occidentalisation » au sens brutal du terme rendent impossible la distinction entre la dimension économique de la conquête et sa dimension culturelle, l'eurocentrisme.

2. Colonialisme externe et colonialisme interne

Le contraste centres/périphéries est donc inhérent à l'expansion mondiale du capitalisme réellement existant à toutes les étapes de son déploiement depuis ses origines. L'impérialisme propre au capitalisme a bien entendu revêtu des formes diverses successives en rapport étroit avec les caractéristiques spécifiques des phases successives de l'accumulation capitaliste : le mercantilisme (de 1500 à 1800), le capitalisme industriel classique (1800 à 1945), l'après deuxième guerre (1945-1990) et la « mondialisation » en cours de construction.

Dans ce cadre d'analyse le colonialisme est une forme particulière d'expansion de certaines formations centrales (qualifiées de ce fait de puissances impérialistes) fondée sur la soumission de pays conquis (les colonies) au pouvoir politique des métropoles. La colonisation est alors « extérieure » au sens que les métropoles d'une part, les colonies de l'autre constituent des entités distinctes, même si les secondes sont intégrées dans un espace politique dominé par les premières. L'impérialisme en question est capitaliste et ne doit pas être confondu avec d'autres formes – antérieures – de l'éventuelle domination exercée par un pouvoir sur différents peuples. L'amalgame qui traite de l'impérialisme du capitalisme moderne dans des termes analogues à ceux par lesquels on analyse l'impérialisme romain n'a pas beaucoup de sens. Les Etats multinationaux (les Empires austro hongrois, ottoman, russe et l'URSS) constituent également des phénomènes historiques distincts (en URSS par exemple les transferts financiers allaient du centre russe aux périphéries asiatiques, l'inverse de ce qu'il en est dans les systèmes coloniaux).

La colonisation capitaliste est d'abord celle des Amériques, conquises par les Espagnols, les Portugais, les Anglais et les Français. Dans leurs colonies d'Amérique les classes dirigeantes des métropoles conquérantes mettent en place des systèmes économiques et sociaux particuliers, conçus pour servir l'accumulation dans les centres dominants de l'époque. L'asymétrie Europe atlantique/Amérique coloniale n'est ni spontanée, ni naturelle, mais parfaitement construite. La soumission des sociétés indiennes conquises entre dans cette construction systémique. La greffe de la traite négrière sur ce système est également destinée à en conforter l'efficacité en tant que système périphérique, soumis aux exigences de l'accumulation dans les centres de l'époque. L'Afrique noire, dont proviennent les esclaves, est de ce fait périphérie de la périphérie américaine. La colonisation se déploie rapidement au delà des Amériques, entre autre par la conquête de l'Inde anglaise et des Indes néerlandaises au XVIIIe siècle puis, à partir de la fin du XIXe siècle, de l'Afrique et de l'Asie du Sud Est. Les pays qui n'ont pas été franchement conquis – la Chine, l'Iran, l'Empire ottoman – ont été soumis à des traités inégaux qui donnent tout son sens à leur qualification de semi-colonies.

La colonisation est « extérieure », vue des métropoles, les nations les plus industrialisées et de surcroît les plus avancées dans la modernisation sociale, l'essor de leurs mouvements ouvriers et socialistes et les conquêtes démocratiques. Mais ces avancées n'ont jamais bénéficié aux peuples de leurs colonies. L'esclavage à l'étape antérieure de ce déploiement, le travail forcé et d'autres formes de surexploitation des classes populaires, la brutalité administrative et les massacres coloniaux ponctuent cette histoire du capitalisme réellement existant. On doit parler à cet endroit du véritable « livre noir » du capitalisme, dans lequel le nombre des victimes se compte par dizaines de millions. Ces pratiques ont bien entendu exercé des influences dévastatrices dans les métropoles elles mêmes ; elles ont fourni le socle de la dérive raciste des cultures des élites dirigeantes et même des classes populaires, moyen de légitimation du contraste démocratie dans la métropole /autocratie sauvage dans les colonies. L'exploitation des colonies bénéficie au capital des centres dans leur ensemble, et les métropoles en tirent un profit supplémentaire déterminant leur position dans la hiérarchie mondiale (la Grande Bretagne tire son hégémonie de l'importance de son Empire dont l'Allemagne, tard venue, ambitionne de s'emparer).

Les phénomènes de colonialisme interne sont produits par des combinaisons particulières de la colonisation de peuplement d'une part et de la logique de l'expansion impérialiste d'autre part. L'accumulation primitive dans les centres prend la forme d'une expropriation systématique des couches pauvres de la paysannerie, et crée de ce fait un excédant de population que l'industrialisation locale n'a pas toujours été capable d'absorber intégralement, créant de ce fait des courants d'émigration puissants. Plus tard la révolution démographique associée à la modernisation sociale s'exprime par la baisse de la mortalité précédant celle de la natalité, renforçant par là même l'émigration. L'Angleterre fournit l'exemple précoce de cette évolution, avec la généralisation des « enclosures » à partir du XVIIe siècle.

La formation de la Nouvelle Angleterre est le produit de cette conjoncture qui rend compte de la nature des mouvements politiques/idéologiques qui accompagnent cette immigration. Les « pauvres » - victimes du développement capitaliste dans la métropole – réagissent par l'adhésion à des sectes obscurantistes anti-Lumières qui organisent leur départ et leur installation en Nouvelle Angleterre. Cette origine imprégnera fortement l'idéologie américaine pour lui donner un caractère réactionnaire marqué (Cf. S. Amin, *Le Virus libéral*, 2004). Mais l'essentiel, pour les classes dirigeantes de l'Angleterre capitaliste/impérialiste de l'époque n'est pas cette émigration mais la constitution de colonies ordinaires construites pour servir les objectifs de l'accumulation dans la métropole :les colonies esclavagistes de l'Amérique du Nord anglaise. La juxtaposition de ces deux ensembles d'entités est alors appelée à donner à la formation sociale des Etats Unis son caractère spécifique, fondé sur un modèle de colonialisme interne. Car la Nouvelle Angleterre va bénéficier du peu d'intérêt de la métropole à son endroit. Elle s'érige donc en centre autonome, s'impose comme intermédiaire dans l'exploitation des colonies esclavagistes (en s'emparant d'abord du commerce maritime qui permet leur contrôle), et amorce une industrialisation précoce. Les Etats Unis associent donc dans leur formation un nouveau centre capitaliste/impérialiste (la Nouvelle Angleterre) et sa propre colonie interne (le Sud esclavagiste). Les effets de cette conjonction dans la formation de la culture politique des Etats Unis ont été décisifs. Je renvoie ici à mes développements sur cette question proposés dans *Le Virus libéral*.

Le colonialisme interne n'a pas été le produit exclusif de l'histoire des Etats Unis. On retrouve des caractères en partie comparables en Amérique latine et en Afrique du Sud. La péninsule ibérique ne se situait pas à l'avant garde du développement du capitalisme. Mais nonens volens cette conquête s'est inscrite dans la formation mercantiliste du capitalisme naissant . La soumission brutale des Indiens, puis le relais pris par l'importation d'esclaves africains, ont trouvé leur place dans ce cadre nouveau. A cela près que le système ne fonctionnait pas au profit de centres nouveaux , ni en Espagne et au Portugal encore moins dans les colonies d'Amérique. La fonction coloniale de l'Amérique latine devait donc être récupérée par les centres véritables en formation, l' Angleterre en premier lieu, relayée plus tard au XIXe siècle par les Etats Unis (qui ont proclamé leur vocation à devenir seuls maîtres du continent à partir de la doctrine Monroe – 1823), les Espagnols et les Portugais remplissant des fonctions d'intermédiaires semblables à celles que les bourgeoisies compradores allaient occuper en Asie et dans l'Empire ottoman. La colonisation interne en Amérique latine a tout de même entraîné des conséquences politiques et sociales du type de celui généré par la colonisation en général : le racisme à l'égard des Noirs (au Brésil notamment), le mépris à l'égard des Indiens. Cette colonisation interne n'a été remise en question qu'au Mexique dont la Révolution (1910-1920) se situe pour cette raison parmi les « grandes révolutions des temps modernes ». Elle est peut être en voie d'être remise en question dans les pays andins, avec la renaissance des revendications « indigénistes » contemporaines, mais bien entendu dans une conjoncture locale et globale nouvelle.

En Afrique du Sud la première colonisation de peuplement - celle des Boers- s'inscrivait plutôt dans la perspective de constitution d'un Etat « blanc pur» impliquant l'expulsion (ou l'extermination) des Africains plus que leur soumission. La conquête britannique par contre s'est donnée d'emblée l'objectif de soumettre les Africains aux exigences de l'expansion impérialiste de la métropole (l'exploitation des mines en premier lieu). Ni les colons anciens (les Boers), ni les nouveaux (Britanniques) n'étaient autorisés à s'ériger en centre autonome. L'Etat boer de l'apartheid après la seconde guerre mondiale a tenté de le faire, asseyant son pouvoir sur sa colonie interne (noire pour l'essentiel). Mais il n'est pas parvenu à ses fins du fait d'un rapport numérique défavorable (une forte majorité de Noirs) et de la résistance grandissante des peuples soumis, finalement victorieuse. Les pouvoirs en place après la fin de l'apartheid ont hérité de cette question de la colonisation interne, sans lui avoir apporté sa solution radicale jusqu'à présent. Mais cela constitue un nouveau chapitre de l'histoire.

Le cas de l'Afrique du Sud est particulièrement intéressant du point de vue des effets du colonialisme sur la culture politique. Ce n'est pas seulement que le colonialisme interne y soit ici visible même aux aveugles, ni même qu'il ait produit la culture politique de l'apartheid. C'est aussi que les Communistes de ce pays avaient su en tirer une analyse lucide de ce qu'est le capitalisme réellement existant. Le Parti Communiste de l'Afrique du Sud a été, dans les années 1920, le promoteur de la théorie du colonialisme interne (une théorie adoptée dans les années 1930 par un leader noir du PC des Etats Unis – Hayword - , mais non suivi par ses camarades « blancs ») . Il en avait tiré les conséquences : que les revenus élevés de la minorité « blanche » et incroyablement bas pour la majorité « noire » constituait l'endroit et l'envers de la même question.

Allant même plus loin ce PC avait osé faire l'analogie avec le contraste qui opposait – dans l'Empire britannique – les salaires anglais et les revenus du travail en Inde. Pour lui, comme pour la IIIe Internationale de l'époque, ces deux aspects de la même question – celle du capitalisme réel – étaient indissociables. La théorie communiste sud africaine du colonialisme interne conduisait à la conclusion qu'à l'échelle du système capitaliste mondial le colonialisme, d'apparence externe pour les puissances impérialistes majeures, est évidemment interne. Le PC d'Afrique du Sud et la IIIe Internationale de l'époque avaient intériorisé cette conclusion dans la culture politique de la gauche (communiste). Et en cela rompu radicalement avec celle de la gauche socialiste de la Iie Internationale social-colonialiste, dont la culture politique niait cette association inhérente à la réalité mondiale.

L'Afrique du Sud est un microcosme du système capitaliste mondial, ai-je écrit. Elle réunit sur son territoire les trois composantes de ce système : une minorité bénéficiant de la rente de situation des centres impérialistes, deux composantes majoritaires, à peu près également partagées entre un « tiers monde » industrialisé (les pays émergents d'aujourd'hui) et un « quart monde » exclu (dans les ex Bantoustans),

analogue aux régions non industrialisées de l'Afrique contemporaine. Qui plus est les proportions entre les chiffres des populations de ces trois composantes et celles qui décrivent les hiérarchies de leurs revenus par tête, sont à peu près celles qui caractérisent le système mondial actuel. Ce fait a sans doute contribué à donner aux Communistes Sud africains de l'époque la lucidité qui fut la leur. Cette culture politique est aujourd'hui perdue. Non seulement en Afrique du Sud, avec le ralliement (tardif) du PC aux thèses banalisées du « racisme » (qui donne le statut de cause à ce qui n'est qu'un effet).. Mais encore à l'échelle mondiale, avec le ralliement social démocrate de la majorité des communistes.

La colonisation de la Palestine par Israël illustre sous nos yeux de contemporains, la permanence de l'accumulation par dépossession.

Le système mondial contemporain évolue-t-il en direction d'une généralisation nouvelle de formes de colonialisme interne ? L'approfondissement de la crise sociale dans ses périphéries qui abritent la moitié paysanne de l'humanité produite par l'offensive généralisée du capital (la stratégie « d'enclosure à l'échelle mondiale ») engendre une pression migratoire gigantesque qui viendrait compenser la stagnation démographique relative des centres de la Triade. L'hypothèse d'un colonialisme interne généralisé qui caractériserait la phase à venir du capitalisme mondial demeure discutable, du fait des résistances politiques et idéologiques réelles à adopter en Europe un modèle de ce genre, qui implique l'institutionnalisation du « racisme ». Par contre le modèle « communautariste » inspiré par la pratique des Etats Unis paraît ici constituer le danger tout à fait réel d'une « américanisation de l'Europe ».

3. Le capitalisme : une parenthèse dans l'histoire

Le parcours du capitalisme réellement existant est composé d'une période longue de maturation, s'étendant sur plusieurs siècles, conduisant à un moment d'apogée court (le XIXe siècle), suivi d'un long déclin probable, amorcé au XXe siècle, qui pourrait devenir une longue transition au socialisme mondialisé.

Le capitalisme n'est pas le produit d'une apparition brutale, presque magique, qui aurait choisi le triangle Londres/Amsterdam/Paris pour se constituer dans le temps court de la Réforme-Renaissance du XVIe siècle. Trois siècles plus tôt il avait trouvé une première formulation dans les villes italiennes. Des formules premières brillantes mais limitées dans l'espace, étouffées par le monde européen « féodal » ambiant, et de ce fait ayant essuyé des défaites successives conduisant à l'avortement de ces premières expériences. On peut même discuter d'antécédents divers à celles-ci, dans les villes marchandes des « routes de la Soie », de la Chine et de l'Inde au Moyen Orient islamique arabe et persan. Plus tard 1492, avec la conquête des Amériques par les Espagnols et les Portugais, amorce la création du système mercantiliste/esclavagiste/capitaliste. Mais les monarchies de Madrid et de Lisbonne, pour des raisons diverses qui ne sont pas le sujet de notre propos ici, ne sauront pas donner sa forme définitive au mercantilisme, que les Anglais, les Hollandais et les Français vont inventer à leur place. Cette troisième vague de transformations sociales, économiques, politiques et culturelles, qui va produire la transition au capitalisme dans la forme historique que nous lui connaissons (« l'Ancien Régime ») est impensable sans les deux vagues qui l'ont précédé. Pourquoi n'en serait-il pas de même du socialisme: un processus de long apprentissage pluriséculaire d'invention d'un stade plus avancé de la civilisation humaine ?

Le moment de l'apogée du système est bref : à peine un siècle sépare les révolutions industrielle et française de celle de 1917. C'est le siècle à la fois de l'accomplissement de ces deux révolutions qui s'emparent de l'Europe et de son enfant nord américain, de la remise en question de celles-ci (de la Commune de Paris – 1871 – à la révolution de 1917), et de l'achèvement de la conquête du monde, qui semble accepter son sort.

Ce capitalisme historique peut-il poursuivre son déploiement en permettant aux périphéries de son système de « rattraper leur retard » pour devenir des sociétés capitalistes pleinement « développées » à l'image de ce que sont celles de ses centres dominants ? Si cela était possible, si les lois du système le permettaient, alors le « rattrapage » par et dans le capitalisme s'imposerait comme une force objective

incontournable, un préalable nécessaire au socialisme ultérieur. Mais voilà, cette vision, si banale et dominante puisse-t-elle être, est simplement fausse. Le capitalisme historique est – et continuera à être – polarisant par nature, rendant le « rattrapage » impossible.

Le capitalisme mondialisé réellement existant est polarisant par nature

Le capitalisme envisagé abstraitement comme mode de production, est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais le capitalisme considéré comme système mondial réellement existant est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux premières dimensions seulement, la constitution d'un véritable marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison le capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente des temps modernes qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme. Ce fait impose la vision d'une transition de longue durée au socialisme mondial. Car si le capitalisme a créé les bases d'une économie et d'une société planétaire, il est incapable de mener jusqu'à son terme la logique de la mondialisation. Le socialisme, conçu comme un stade qualitativement supérieur de l'humanité, ne peut être, de ce fait, qu'universel. Mais sa construction passe par une très longue transition historique dans laquelle s'impose une stratégie de négation contradictoire de la mondialisation capitaliste.

L'analyse du capitalisme mondialisé impose de distinguer la loi de la valeur de la forme spécifique que représente la loi de la valeur mondialisée. Le capitalisme mondial n'est pas gouverné par la loi de la valeur tout court (celle qui fonde le mode de production capitaliste envisagé dans sa plus grande abstraction) ; il est gouverné par la loi de la valeur mondialisée (la forme de la loi de la valeur qui procède du marché mondial bidimensionnel). La loi de la valeur tout court impliquerait que les rémunérations du travail soient partout à travers le monde égales à productivité égale. La loi de la valeur mondialisée produit des rémunérations du travail inégales à productivité égale, tandis que les prix des marchandises et les rémunérations du capital tendent à s'égaliser à l'échelle mondiale. La polarisation est le produit de cette situation. La stratégie de la longue transition au socialisme mondial implique donc une déconnexion du système des critères de la rationalité des choix économiques par rapport au système des critères dérivés de la soumission à la loi de la valeur mondialisée.

Dans sa traduction en termes de stratégie politique et sociale, ce principe général signifie que la longue transition constitue un passage obligé, incontournable, par la construction d'une société nationale populaire, associée à celle d'une économie nationale autocentrée. Cette construction est contradictoire dans tous ses aspects : elle associe des critères, institutions, modes d'opération de nature capitaliste à des aspirations et des réformes sociales en conflit avec la logique du capitalisme mondial, elle associe une certaine ouverture extérieure (contrôlée autant que possible) et la protection des exigences des transformations sociales progressistes, en conflit avec les intérêts capitalistes dominants. Les classes dirigeantes, par leur nature historique, inscrivent leurs visions et aspirations dans la perspective du capitalisme mondial réellement existant et, bon gré mal gré, soumettent leurs stratégies aux contraintes de l'expansion mondiale du capitalisme. C'est pourquoi elles ne peuvent pas réellement envisager la déconnexion. Celle-ci, par contre, s'impose aux classes populaires dès lors qu'elles tentent d'utiliser le pouvoir politique pour transformer leurs conditions et se libérer des conséquences inhumaines qui leur sont faites par l'expansion mondiale polarisante du capitalisme.

L'option d'un développement autocentré est incontournable

Le développement autocentré a constitué historiquement le caractère spécifique du procès d'accumulation du capital dans les centres capitalistes et a déterminé les modalités du développement économique qui en sont résultées, à savoir qu'il est commandé principalement par la dynamique des rapports sociaux internes, renforcée par des relations extérieures mises à son service. Dans les périphéries par contre le procès de l'accumulation du capital est principalement dérivé de l'évolution des centres, greffé sur celle-ci, en quelque sorte « dépendant ».

Le développement autocentré suppose donc ce qu'on peut appeler la maîtrise des cinq conditions essentielles de l'accumulation :

- la maîtrise locale de la reproduction de la force de travail , ce qui suppose à un premier stade que la politique d'Etat assure un développement agricole capable de dégager des surplus vivriers en quantités suffisantes et à des prix compatibles avec les exigences de la rentabilité du capital, et à un second stade que la production en masse de biens salariaux puisse suivre simultanément l'expansion du capital et celle de la masse salariale ;
- la maîtrise locale de la centralisation du surplus, ce qui suppose non seulement l'existence formelle d'institutions financières nationales mais encore leur autonomie relative par rapport aux flux du capital transnational, garantissant la capacité nationale à en orienter l'investissement ;
- la maîtrise locale du marché largement réservé en fait à la production nationale, même en l'absence de fortes protections tarifaires ou autre, et la capacité complémentaire d'être compétitif sur le marché mondial, au moins sélectivement ;
- la maîtrise locale des ressources naturelles qui suppose, au-delà de leur propriété formelle, la capacité de l'Etat national de les exploiter ou de les garder en réserve ; en ce sens les pays pétroliers qui ne sont pas libres en fait de « fermer le robinet » - s'ils venaient à préférer garder ce pétrole dans leur sous-sol plutôt que de posséder des avoirs financiers dont on pourra à tout moment les exproprier – n'ont pas cette maîtrise ;
- enfin la maîtrise locale des technologies en ce sens que, inventées localement ou importées, celle-ci peuvent être reproduites rapidement sans qu'on soit contraint indéfiniment d'en importer les inputs essentiels (équipements, savoir-faire, etc.).

A ce concept de développement autocentré, on opposera celui -antinomique- de développement dépendant (produit par l'ajustement unilatéral aux tendances dominantes qui commandent le déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale).

La dynamique du modèle du développement autocentré est fondée sur une articulation majeure, celle qui met en relation d'interdépendance étroite la croissance de la production de biens de production et celle de la production de biens de consommation de masse. Les économies autocentrées ne sont pas fermées sur elles mêmes ; au contraire elles sont agressivement ouvertes dans ce sens qu'elles façonnent, par leur potentiel d'intervention politique et économique sur la scène internationale, le système mondial dans sa globalité. A cette articulation correspond un rapport social dont les termes majeurs sont constitués par les deux blocs fondamentaux du système : la bourgeoisie nationale et le monde du travail. La dynamique du capitalisme périphérique - l'antinomie du capitalisme central autocentré par définition - est fondée par contre sur une autre articulation principale qui met en relation la capacité d'exportation d'une part et la consommation - importée ou produite localement par substitution d'importation - d'une minorité d'autre part. Ce modèle définit la nature compradore - par opposition à nationale - des bourgeoisies de la périphérie.

Une lecture critique des tentatives historiques d'un développement autocentré populaire ou socialiste s'impose

Depuis trois quarts de siècle la question du développement autocentré et de la déconnexion est posée pratiquement par toutes les grandes révolutions populaires contre le capitalisme réellement existant : dans les révolutions socialistes russe, chinoise, vietnamienne et cubaine comme dans les mouvements de libération des peuples du tiers monde. Cela étant, les réponses historiques qui ont été données à cette question, en rapport étroit avec celles qui ont été données à tous les autres aspects de la problématique du développement des forces productives, de la libération nationale, du progrès social, de la démocratisation de la société, doivent faire l'objet d'une lecture critique permanente, tirant les leçons de leurs succès et de leurs défaites. En même temps, et parce que le capitalisme se transforme, évolue et

s'adapte en permanence aux défis que représentent pour lui les révoltes des peuples, les termes et conditions dans lesquels se posent ces questions sont eux même l'objet d'une évolution permanente. Développement autocentré et déconnexion ne sauraient donc jamais être réduits à des formules toutes prêtes valables pour toutes les situations et tous les moments de l'évolution historique. Ces concepts doivent être repensés en fonction des leçons de l'histoire et de l'évolution de la mondialisation capitaliste.

La longue vague de libération nationale qui a balayé le tiers monde dans l'après seconde guerre mondiale s'est soldée par la constitution de nouveaux pouvoirs d'Etat assis principalement sur les bourgeoisies nationales qui ont contrôlé, à des degrés divers, les mouvements de libération nationale. Ces bourgeoisies ont produit des projets de « développement » - une véritable idéologie du développement – conçus comme des stratégies de modernisation visant à assurer « l'indépendance dans l'interdépendance mondiale ». Ces stratégies n'envisageaient donc pas de déconnexion au sens véritable du principe, mais seulement une adaptation active au système mondial, un choix qui, avec d'autres, exprime bien la nature bourgeoise nationale des projets en question. L'histoire devait démontrer le caractère utopique du projet, qui, après s'être déployé avec succès en apparence entre 1955 et 1975, s'est essoufflé, conduisant à la recompradorisation des économies et des sociétés de la périphérie, imposée par le moyen des politiques dites « d'ouverture », de privatisation et d'ajustement structurel unilatéral aux contraintes de la mondialisation capitaliste.

Par contre les expériences dites du socialisme réellement existant en URSS, en Chine, au Vietnam et à Cuba avaient effectivement déconnecté au sens que nous donnons au principe, et, dans cet esprit, construit un système de critères de choix économiques indépendant de celui imposé par la logique de l'expansion capitaliste mondiale. Ce choix, comme d'autres qui l'accompagnaient, traduit l'origine authentiquement socialiste des intentions des forces politiques et sociales à l'origine des révolutions en question. Cependant, confrontés aux choix entre l'objectif de « rattraper à tout prix » par un développement des forces productives commandant l'adoption de systèmes d'organisation à l'image de ceux mis en place dans les centres capitalistes et celui de « construire une autre société » (socialiste), ces sociétés ont progressivement donné la priorité au premier terme de l'alternative, au point de risquer de vider le second de tout contenu réel. Cette évolution, elle même le produit de la dynamique sociale, s'accompagnait de la formation progressive d'une bourgeoisie en puissance . Si celle ci parvenait à s'imposer en qualité de classe politiquement dominante, alors s'imposerait le rétablissement d'un capitalisme normal intégré au système mondial conduisant directement à la « repériphérisation » des sociétés en question.

L'érosion et la défaite des projets du « développementalisme » des pays du tiers monde et du soviétisme (le soit disant socialisme réel) joint à l'approfondissement de la mondialisation capitaliste dans les centres dominants de l'Occident ont ouvert le champ au discours unilatéral dominant, proposant l'inscription dans la mondialisation capitaliste comme un choix sans alternative. Il s'agit là d'une utopie réactionnaire puisque la soumission aux impératifs de l'expansion du marché mondial toujours bidimensionnel ne permet pas de dépasser la mondialisation – polarisante. Le développement autocentré et la déconnexion restent donc la réponse incontournable au défi de la nouvelle étape de mondialisation capitaliste polarisante.

La poursuite d'une voie capitaliste de développement constitue donc, pour les peuples des périphéries, une impasse tragique. Car le capitalisme « développé » des uns – les centres dominants minoritaires (20% de sa population de la planète) – implique le capitalisme « sous-développé » des autres – 80% de la population mondiale. L'impasse se manifeste alors dans toutes les dimensions de la vie sociale, économique et politique.

Elle se manifeste avec une évidence éclatante à propos de la question agraire.

La voie de développement du capitalisme historique est fondée sur l'appropriation privée du sol agraire, la soumission de la production agricole aux impératifs du « marché », et, à partir de là, l'expulsion progressive et accélérée de la population paysanne au bénéfice d'un petit nombre d'agriculteurs

capitalistes, qui ne sont plus des paysans, et finissent par ne représenter plus qu'un pourcentage insignifiant de la population (de 5 à 10%), mais capable de produire suffisamment pour nourrir (bien) l'ensemble des peuples des pays concernés, et même exporter des surplus de production importants. Cette voie, initiée par l'Angleterre au XVIII^e siècle (avec les « enclosures »), progressivement étendue à l'ensemble de l'Europe au XIX^e siècle, définit l'essence de la voie historique du développement capitaliste.

Elle paraît tout à fait efficace. Mais efficace ou non (je reviendrai sur cette question) peut-elle être imitée aujourd'hui dans les périphéries du système ?

Cette voie capitaliste n'a été possible que parce que les Européens ont disposé de la gigantesque soupape de sécurité que représentait l'immigration vers les Amériques, dont on a vu l'ampleur plus haut. Or celle-ci n'existe tout simplement pas pour les peuples des périphéries d'aujourd'hui. De surcroît l'industrialisation moderne ne pourrait absorber qu'une faible minorité des populations rurales concernées, parce que, en comparaison avec les industries du XIX^e siècle, celles d'aujourd'hui intègrent des progrès technologiques – condition de leur efficacité – qui économisent la main d'œuvre qu'elles emploient. La voie capitaliste ne peut produire ici que « la planète des bidonvilles » (visible dans le tiers monde capitaliste contemporain), produire et reproduire indéfiniment du travail à bon marché. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cette voie est politiquement infaisable. En Europe, en Amérique du Nord et au Japon la voie capitaliste – associée au débouché de l'émigration et aux profits de l'impérialisme – a bien créé – tardivement – les conditions d'un compromis social capital-travail (particulièrement visible dans l'après seconde guerre mondiale avec le Welfare State, mais dont des formes moins explicites existaient déjà depuis la fin du XIX^e siècle). Les conditions d'un compromis de ce modèle n'existent pas dans les périphéries d'aujourd'hui. La voie capitaliste en Chine ou au Vietnam par exemple, ne peut pas fonder une alliance populaire large solide, intégrant la classe ouvrière et l'ensemble de la paysannerie. Elle ne peut trouver sa base sociale que dans les nouvelles classes moyennes devenant les bénéficiaires exclusives de ce développement. La voie « sociale-démocrate » est donc interdite ici. L'alternative incontournable est celle d'un modèle de développement « paysan » sur lequel je reviendrai plus loin.

La question des ressources naturelles constitue un second axe décisif dans le conflit de civilisation qui oppose le capitalisme au socialisme à venir. L'exploitation des ressources non renouvelables du Sud au profit exclusif du gaspillage de la consommation du Nord est elle également une forme d'accumulation par dépossession. A travers l'échange de ces ressources contre des biens et des services renouvelables, c'est l'avenir des peuples du Sud qui est sacrifié sur l'autel des sur profits des oligopoles impérialistes.

La dimension destructive du capitalisme, au moins pour les peuples des périphéries, interdit de penser que ce système puisse être durable et puisse être « imité » par ceux qui paraissent en « retard ». Sa place dans l'histoire de l'humanité est celle d'une parenthèse qui prépare les conditions de son dépassement, à défaut duquel le capitalisme ne peut conduire qu'à la barbarie, la fin de toute civilisation humaine.

4. Le XX^e siècle : la première vague des révolutions socialistes et l'éveil du « Sud »

Le moment de l'apogée du système est donc bref : à peine un siècle. Le XX^e siècle est celui de la première vague de grandes révolutions conduites au nom du socialisme (Russie, Chine, Vietnam, Cuba) et de la radicalisation des luttes de libération de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine (les périphéries du système impérialiste/capitaliste), dont les ambitions s'exprime à travers le « projet de Bandoung » (1955-1981).

Cette concomitance n'est pas le fruit du hasard. Le déploiement mondialisé du capitalisme/impérialisme a constitué pour les peuples des périphéries concernées la plus grande tragédie de l'histoire humaine, illustrant ainsi le caractère destructif de l'accumulation du capital. La loi de la paupérisation formulée par Marx s'exprime à l'échelle du système avec encore plus de violence que ne l'avait imaginé le père de la pensée socialiste! Cette page de l'histoire est tournée. Les peuples des périphéries n'acceptent plus le sort que le capitalisme leur réserve. Ce changement d'attitude fondamental est irréversible. Ce qui

signifie que le capitalisme est entré dans sa phase de déclin. Ce qui n'exclut pas la persistance d'illusions diverses: celles de réformes capables de donner au capitalisme un visage humain (ce qu'il n'a jamais eu pour la majorité des peuples), celles d'un « rattrapage » possible dans le système, dont se nourrissent les classes dirigeantes des pays « émergents », grisées par les succès du moment, celles de replis passésistes (para religieux ou para ethniques) dans lesquelles sombrent beaucoup de peuples « exclus » dans le moment actuel. Ces illusions paraissent tenaces du fait que nous sommes dans le creux de la vague, des questions sur lesquelles je reviendrai. La vague des révolutions du XX siècle s'est épuisée, celle de la nouvelle radicalité du XXI siècle ne s'est pas encore affirmée. Et dans le clair obscur des transitions se dessinent des monstres, comme l'écrivait Gramsci. L'éveil des peuples des périphéries se manifeste dès le XX siècle non seulement par leur rattrapage démographique mais encore par leur volonté proclamée de reconstruire leur Etat et leur société, désarticulés par l'impérialisme des quatre siècles qui précèdent.

Bandoung et la première mondialisation des luttes (1955-1980)

Les gouvernements et les peuples de l'Asie et de l'Afrique proclamaient à Bandoung en 1955 leur volonté de reconstruire le système mondial sur la base de la reconnaissance des droits des nations jusque là dominées. Ce « droit au développement » constituait le fondement de la mondialisation de l'époque, mise en œuvre dans un cadre multipolaire négocié, imposé à l'impérialisme contraint, lui, à s'ajuster à ces exigences nouvelles.

Les progrès de l'industrialisation amorcés durant l'ère de Bandoung ne procèdent pas de la logique du déploiement impérialiste mais ont été imposés par les victoires des peuples du Sud. Sans doute ces progrès ont-ils nourri l'illusion d'une « rattrapage » qui paraissait en cours de réalisation, alors qu'en fait l'impérialisme, contraint lui de s'ajuster aux exigences du développement des périphéries, se recomposait autour de nouvelles formes de domination. Le vieux contraste pays impérialistes/pays dominés qui était synonyme de contraste pays industrialisés/pays non industrialisés céda peu à peu la place à un contraste nouveau fondé sur la centralisation d'avantages associés aux « cinq monopoles nouveaux des centres impérialistes » (le contrôle des technologies nouvelles, des ressources naturelles, du système financier global, des communications et des armements de destruction massive).

L'ère de Bandoung est celle de la Renaissance de l'Afrique. Le panafricanisme doit être situé dans cette perspective. A l'origine produit par les diasporas américaines, le panafricanisme a réalisé l'un de ses objectifs (l'indépendance des pays du continent) sinon l'autre (leur unité). Ce n'est pas un hasard si les Etats africains s'engagent dans des projets de rénovation qui leur imposent de s'inspirer des valeurs du socialisme, puisque la libération des peuples des périphéries s'inscrit nécessairement dans une perspective anti capitaliste. Il n'y a pas lieu de dénigrer ces tentatives nombreuses sur le continent, comme on le fait aujourd'hui: le régime odieux de Mobutu a permis en trente ans la formation d'un capital d'éducation au Congo 40 fois supérieur à celui que les Belges n'avaient pas réalisé en 80 ans. Qu'on le veuille ou non, les Etats africains sont à l'origine de la formation de véritables nations. Et les options « trans ethniques » de leurs classes dirigeantes ont favorisé cette cristallisation. Les dérives ethnicistes sont ultérieures, produites par l'épuisement des modèles de Bandoung, entraînant la perte de légitimité des pouvoirs et le recours de fractions de ceux ci à l'ethnicité pour la rétablir à leur profit. Je renvoie ici à mon ouvrage *L'Ethnie à l'assaut des Nations* (Harmattan, 1994).

Le long déclin du capitalisme, sera-t-il synonyme d'une longue transition positive au socialisme ? Il faudrait pour qu'il en soit ainsi que le XXIe siècle prolonge le XXe siècle et en radicalise les objectifs de la transformation sociale. Ce qui est tout à fait possible mais dont les conditions doivent être précisées. A défaut, le long déclin du capitalisme se traduirait par la dégradation continue de la civilisation humaine. Je renverrai ici à ce que j'ai écrit à ce propos il y a plus de vingt cinq ans : « Révolution ou décadence ? » (*Classe et Nation*, Minuit 1979, pp 238-245).

Le déclin n'est pas non plus un processus continu, linéaire. Il n'exclut pas des moments de « reprise », de contre offensive du capital, analogues à leur manière à la contre offensive des classes dirigeantes de l'Ancien Régime à la veille de la Révolution française. Le moment actuel est de cette nature. Le XXe siècle constitue un premier chapitre du long apprentissage par les peuples du dépassement du

capitalisme et de l'invention de formes socialistes nouvelles de vie, pour reprendre l'expression forte de Domenico Losurdo (Fuir l'histoire, Delga 2007). Avec lui je n'analyse pas son développement dans les termes de « l'échec » (du socialisme, de l'indépendance nationale) comme la propagande réactionnaire qui a le vent en poupe aujourd'hui tente de le faire. Au contraire ce sont les succès et non les échecs de cette première vague d'expériences socialistes et nationales populaires qui sont à l'origine des problèmes du monde contemporain. J'avais analysé les projets de cette première vague dans les termes des trois familles d'avancées sociales et politiques qu'ont représenté le Welfare State de l'Occident impérialiste (le compromis historique capital-travail de l'époque), les socialismes réellement existant soviétique et maoïste, les systèmes nationaux populaires de l'ère de Bandung. Je les avais analysés dans les termes de leur complémentarité et de leur conflictualité au plan mondial (une perspective différente de celle de la « guerre froide » et de la bipolarité proposée aujourd'hui par les défenseurs du « capitalisme – fin – de l'histoire », qui plaçait l'accent sur le caractère multipolaire de la mondialisation du XXe siècle). L'analyse des contradictions sociales propres à chacun de ces systèmes, des tâtonnements caractéristiques de ces premières avancées, explique leur essoufflement et finalement leur défaite et non leur échec (Samir Amin, Au delà du capitalisme sénile, PUF 2002, pp 11-19).

C'est donc cet essoufflement qui a créé les conditions favorables à la contre offensive du capital en cours : une nouvelle « transition périlleuse » des libérations du XXe siècle à celles du XXIe siècle. Il faut donc aborder maintenant la question de la nature de ce moment « creux » qui sépare les deux siècles et identifier les défis nouveaux qu'il représente pour les peuples.

5. La contre offensive du capital en déclin

Le contraste centres/périphéries n'est plus synonyme de pays industrialisés /pays non industrialisés. La polarisation centres/périphéries qui donne à l'expansion du capitalisme mondial son caractère impérialiste se poursuit, et s'approfondit même, par le moyen des « cinq monopoles nouveaux » dont bénéficient les centres impérialistes (évoqués plus haut). Dans ces conditions la poursuite des projets de développement accéléré des périphéries émergentes, mis en œuvre avec un succès immédiat indiscutable (en Chine en particulier, mais également dans d'autres pays du Sud) n'abolit pas la domination impérialiste. Ce déploiement participe de la mise en place du nouveau contraste centres/périphéries, non de son dépassement.

L'impérialisme ne se conjugue plus au pluriel comme dans les phases antérieures de son déploiement ; il est désormais un « impérialisme collectif » de la « triade » (Etats Unis, Europe, Japon). Dans ce sens les intérêts communs que partagent les oligopoles qui ont leur base d'origine dans la triade l'emportent sur les conflits d'intérêts (« mercantiles ») qui peuvent les opposer. Ce caractère collectif de l'impérialisme s'exprime à travers la gestion du système mondial par les instruments communs de la triade ; au plan économique l'OMC (Ministère des colonies de la triade), le FMI (Agence Monétaire coloniale collective), la Banque mondiale (Ministère de la Propagande), l'OCDE et l'Union Européenne (constituée pour empêcher l'Europe de sortir du libéralisme) ; au plan politique le G7/G8, les forces armées des Etats Unis et leur instrument subalterne que représente l'OTAN (la marginalisation/domestication de l'ONU complète le tableau). Le déploiement du projet hégémoniste des Etats Unis mis en œuvre à travers un programme de contrôle militaire de la planète (impliquant entre autre l'abrogation du droit international et le droit que Washington s'est octroyé de conduire des « guerres préventives » de son choix), s'articule sur l'impérialisme collectif et donne au chef de file américain le moyen de sur-compenser ses déficiences économiques.

Les objectifs et les moyens d'une stratégie de construction de la convergence dans la diversité

Les peuples des trois continents (Asie, Afrique, Amérique latine) sont confrontés aujourd'hui au projet d'expansion du système impérialiste dit néo-libéral mondialisé qui n'est rien de moins que la construction de « l'apartheid à l'échelle mondiale ». Le nouvel ordre impérialiste en place sera-t-il remis en question. Par qui peut-il l'être ? Et que produira cette remise en question ?

Sans doute l'image de la réalité dominante ne permet-elle pas d'imaginer une remise en question immédiate de cet ordre. Les classes dirigeantes des pays du Sud, défaites, ont largement accepté de s'inscrire dans leur rôle de compradores subalternes ; les peuples désemparés, engagés dans la lutte pour la survie quotidienne paraissent souvent accepter leur sort ou même – pire – se nourrir des illusions nouvelles dont ces mêmes classes dirigeantes les abreuvent (l'Islam et l'hindouisme politiques en sont les exemples les plus dramatiques). Mais d'un autre côté la montée des mouvements de résistance et de luttes contre le capitalisme et l'impérialisme, les succès remportés – jusqu'à leurs termes électoraux – par les gauches nouvelles en Amérique latine (quelles que soient les limites que comportent ces victoires), la radicalisation progressive de beaucoup de ces mouvements, l'amorce de positions critiques prises par les gouvernements du Sud au sein de l'OMC, constituent le gage qu'un « autre monde », meilleur, devient effectivement possible. La stratégie offensive nécessaire de reconstitution du front des peuples du Sud exige la radicalisation des résistances sociales face à l'offensive du capital impérialiste.

Les classes dirigeantes de certains pays du Sud ont visiblement opté pour une stratégie qui n'est ni celle de la soumission passive aux forces dominantes dans le système mondial, ni celle de l'opposition déclarée à celles-ci : une stratégie d'interventions actives sur lesquelles elles fondent leurs espoirs d'accélérer le développement de leur pays. La Chine, par la solidité de la construction nationale que sa révolution et le maoïsme ont produit, par son choix de conserver le contrôle de sa monnaie et des flux de capitaux, par son refus de remettre en question la propriété collective du sol (principal acquis révolutionnaire des paysans), était mieux équipée que d'autres pour faire ce choix et en tirer des résultats incontestablement brillants. L'expérience peut-elle être poursuivie ? Et quelles sont ses limites possibles ? L'analyse des contradictions portées par cette option m'a conduit à la conclusion que le projet d'un capitalisme national capable de s'imposer à égalité avec celui des puissances majeures du système mondial se nourrissait largement d'illusions. Les conditions objectives héritées de l'histoire ne permettent pas la mise en œuvre d'un compromis social historique capital/travail/paysannerie garantissant la stabilité du système qui, de ce fait, ne peut à terme que soit dériver à droite (et être alors confronté à des mouvements sociaux grandissants des classes populaires) ou évoluer vers la gauche en construisant le « socialisme de marché » comme une étape de la longue transition au socialisme. Les problèmes du Vietnam sont de la même nature. Les options apparemment analogues faites par les classes dirigeantes d'autres pays dits « émergents » sont encore plus fragiles. Ni le Brésil, ni l'Inde – parce qu'ils n'ont pas fait une révolution radicale comme la Chine – ne sont capables de résister avec autant de force aux pressions conjuguées de l'impérialisme et des classes locales réactionnaires.

Pourtant les sociétés du Sud -au moins certaines d'entre elles- sont aujourd'hui équipées de moyens qui leur permettraient de réduire à néant les « monopoles » des centres impérialistes. Ces sociétés sont capables de se développer par elles mêmes, sans tomber dans la dépendance. Elles disposent d'un potentiel de maîtrise technologique qui leur permettrait d'en faire usage pour elles mêmes. Elles peuvent contraindre le Nord, en récupérant l'usage de leurs ressources naturelles, à s'ajuster à un mode de consommation moins néfaste. Elles peuvent sortir de la mondialisation financière. Elles remettent déjà en question le monopole des armes de destruction massive que les Etats Unis veulent se réserver. Elles peuvent développer des échanges Sud Sud – de marchandises, de services, de capitaux, de technologies- qui ne pouvaient être imaginés en 1955, lorsque tous ces pays étaient démunis d'industries et de maîtrise technologique. Plus que jamais la déconnexion est à l'ordre du jour du possible .

Ces sociétés le feront-elles? Et qui le fera? Les classes dirigeantes bourgeoises en place? J'en doute fort. Les classes populaires parvenues au pouvoir? Probablement dans un premier temps des régimes de transition de nature nationale/ populaires.

6. Les avancées socialistes du XX ème siècle: soviétisme et maoïsme

Le marxisme de la IIe Internationale, ouvriériste et eurocentriste, partageait avec l'idéologie dominante de l'époque une vision linéaire de l'histoire selon laquelle toutes les sociétés doivent passer d'abord par une étape de développement capitaliste (dont la colonisation – de ce fait « historiquement positive » - jetait les germes) avant de pouvoir aspirer au socialisme. L'idée que le « développement » des uns (les

centres dominants) et le « sous développement » des autres (les périphéries dominées) étaient indissociables comme les deux faces d'une même pièce, produits immanents l'un et l'autre de l'expansion mondiale du capitalisme lui était parfaitement étrangère.

ème

Dans un premier temps Lénine prend quelques distances avec la théorie dominante de la II Internationale, et conduit avec succès la révolution dans le « maillon faible » (la Russie), mais toujours avec la conviction que celle-ci sera suivie par une vague de révolutions socialistes en Europe. Espoir déçu ; Lénine amorce alors une vision qui donne plus d'importance à la transformation des rébellions de l'Orient en révolutions. Mais il appartenait au PCC et à Mao de systématiser cette perspective nouvelle.

La révolution russe avait été conduite par un Parti bien implanté dans la classe ouvrière et dans l'intelligentsia radicale. Son alliance avec la paysannerie (que le Parti Socialiste Révolutionnaire représentait), - en uniformes de soldats - s'est imposée naturellement. La réforme agraire radicale qui en a résulté donnait enfin satisfaction au vieux rêve des paysans russes : devenir propriétaires. Mais ce compromis historique portait en lui même les germes de ses limites : le « marché » devait produire par lui même, comme toujours, une différenciation grandissante au sein de la paysannerie (le phénomène bien connu de la « koulakisation »).

La révolution chinoise s'est déployée dès l'origine (ou du moins à partir des années 1930) sur d'autres bases garantissant une alliance solide avec la paysannerie pauvre et moyenne. Par ailleurs la dimension nationale - la guerre de résistance à l'agression japonaise - a également permis au front dirigé par les Communistes de recruter largement dans les classes bourgeoises déçues par les faiblesses et les trahisons du Kuo Min Tang. La révolution chinoise, de ce fait, a produit une situation nouvelle différente de celle de la Russie post révolutionnaire. La révolution paysanne radicale a supprimé l'idée même de propriété privée du sol agraire, et lui a substitué la garantie pour tous les paysans d'un accès égal à celui-ci. Jusqu'à ce jour cet avantage décisif, qui n'est partagé par aucun autre pays en dehors du Vietnam, constitue l'obstacle majeur à une expansion dévastatrice du capitalisme agraire. Les débats en cours en Chine portent en grande partie sur cette question. J'y renvoie le lecteur (Cf. S. Amin, Pour un Monde multipolaire, chapitre Chine, Paris 2005 ; S. Amin, Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché, Alternatives Sud, vol VIII, N° 1, 2001). Mais par ailleurs le ralliement de nombreux bourgeois nationalistes au Parti Communiste devait par la force des choses exercer une influence idéologique propice à soutenir les dérives de ceux que Mao a qualifié de partisans de la voie capitaliste (« capitalist-roaders »).

Le régime post révolutionnaire en Chine n'a pas seulement à son actif nombre de réalisations politiques, culturelles, matérielles et économiques plus qu'appréciables (l'industrialisation du pays, la radicalisation de sa culture politique moderne etc.). La Chine maoïste a résolu le « problème paysan » au cœur du drame du déclin de l'Empire du Milieu pendant deux siècles décisifs (1750-1950). Je renvoie ici à mon ouvrage L'avenir du maoïsme (1981, page 57). De surcroît la Chine maoïste est parvenue à ces résultats en évitant les dérives les plus dramatiques de l'Union Soviétique : la collectivisation n'a pas été imposée par la violence meurtrière comme ce fut le cas avec le stalinisme, les oppositions au sein du Parti n'ont pas donné lieu à l'instauration de la terreur (Deng a été écarté, il est revenu...). L'objectif d'une égalité relative sans pareille, concernant tant la répartition des revenus entre les paysans et les ouvriers qu'au sein de ces classes et entre elles et les couches dirigeantes, a été poursuivi - avec des hauts et des bas bien sûr - avec ténacité et formalisé par des options de stratégie de développement qui font contraste avec celles de l'URSS (ces options ont été formulées dans les « dix grands rapports » au début des années 1960). Ce sont ces succès qui rendent compte de ceux, ultérieurs, du développement de la Chine post maoïste à partir de 1980. Le contraste avec l'Inde qui, précisément, n'a pas fait de révolution, prend ici toute sa signification, non seulement pour rendre compte des parcours différents durant les décennies 1950 à 1980, mais encore des perspectives d'avenir probables (et/ou possibles) diverses. Ce sont ces succès qui expliquent que la Chine post maoïste, inscrivant désormais son développement dans la nouvelle mondialisation capitaliste (par « l'ouverture ») n'a pas subi de chocs destructeurs analogues à ceux qui ont suivi l'effondrement de l'URSS.

Les succès du maoïsme n'avaient pas pour autant réglé « définitivement » (de manière « irréversible ») la question de la perspective à plus long terme au bénéfice du socialisme. D'abord parce que la stratégie du développement des années 1950-1980 avait épuisé son potentiel et que, entre autre, une ouverture (fut-elle contrôlée) s'imposait (cf. L'avenir du maoïsme, pp 59-60), laquelle comportait, comme la suite l'a démontré, le risque de renforcer les tendances d'une évolution en direction du capitalisme. Mais encore parce que simultanément le système de la Chine maoïste combinait les tendances contradictoires au renforcement des options socialistes et à leur affaiblissement. Mao, conscient de cette contradiction, a tenté de tordre le bâton en faveur du socialisme par le moyen d'une « Révolution Culturelle » (de 1966 à 1974). « Feu sur le quartier général » (le Comité Central du Parti), siège des aspirations bourgeoises de la classe politique aux postes de commande. Mao a cru que, pour mener à bien cette correction du cours, il pouvait s'appuyer sur la « jeunesse » (ce qui, entre autre, a largement inspiré le 1968 européen – voir le film de Godard « La Chinoise »). La suite des événements a montré l'erreur de ce jugement. La page de la Révolution Culturelle tournée, les partisans de la voie capitaliste se trouvaient encouragés à passer à l'offensive.

Le combat entre la voie socialiste, longue et difficile, et l'option capitaliste à pied d'œuvre, n'est certainement pas « définitivement dépassé ». Comme ailleurs dans le monde le conflit qui oppose la poursuite du déploiement capitaliste à la perspective socialiste constitue le vrai conflit de civilisation de notre époque. Mais dans ce combat le peuple chinois dispose de quelques atouts importants, qui sont l'héritage de la Révolution et du maoïsme. Ces atouts opèrent dans des domaines divers de la vie sociale ; ils se manifestent avec force entre autre par la défense par la paysannerie de la propriété d'Etat du sol agraire et la garantie de l'accès de tous à celui-ci. La maoïsme a contribué d'une manière décisive à prendre la mesure exacte des enjeux et du défi que représente l'expansion capitaliste/impérialiste mondialisée. Il nous a permis de placer au centre de l'analyse de ce défi le contraste centres/périphéries immanent à l'expansion du capitalisme « réellement existant », impérialiste et polarisant par nature, et d'en tirer toutes les leçons qu'il implique pour le combat socialiste, tant dans les centres dominants que dans les périphéries dominées. Ces conclusions ont été résumées dans une belle formule « à la chinoise » : « les Etats veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution ». Les Etats – c'est à dire les classes dirigeantes (de tous les pays du monde, quand elles sont autre chose que des laquais, courroies de transmission de forces extérieures) – s'emploient à élargir l'espace de mouvement qui leur permet de manœuvrer dans le système mondial (capitaliste) et de s'élever de la position d'acteurs « passifs » (condamnés à subir l'ajustement unilatéral aux exigences de l'impérialisme dominant) à celui d'acteurs « actifs » (qui participent au façonnement de l'ordre mondial). Les Nations – c'est à dire les blocs historiques de classes potentiellement progressistes – veulent la libération, c'est à dire le « développement » et la « modernisation ». Les peuples – c'est à dire les classes populaires dominées et exploitées – aspirent au socialisme. La formule permet de comprendre le monde réel dans toute sa complexité et, partant, de formuler des stratégies d'action efficace. Elle se situe dans une perspective de longue – très longue – transition du capitalisme au socialisme mondial, et, par là même, rompt avec la conception de la « transition courte » de la IIIe Internationale.

7. Pour un renouveau socialiste au XXe siècle: le conflit capitalisme/socialisme et le conflit Nord/Sud sont indissociables.

Le conflit Nord/ Sud (centres/périphéries) est une donnée première dans toute l'histoire du déploiement capitaliste. C'est pourquoi la lutte des peuples du Sud pour leur libération – désormais victorieuse dans sa tendance générale- s'articule à la remise en question du capitalisme. Cette conjonction est inévitable. Les conflits capitalisme/socialisme et Nord/Sud sont indissociables. Il n'y a pas de socialisme concevable hors de l'universalisme, qui implique l'égalité des peuples. Dans les pays du Sud les majorités sont victimes du système, dans ceux du Nord elles en sont les bénéficiaires. Les uns et les autres le savent parfaitement bien que souvent soit ils s'y résignent (dans le Sud) soit ils s'en félicitent (dans le Nord). Ce n'est donc pas un hasard si la transformation radicale du système n'est pas à l'ordre du jour dans le Nord, tandis que le Sud constitue toujours "la zone des tempêtes", des révoltes répétées, potentiellement révolutionnaires. De ce fait les initiatives des peuples du Sud ont été décisives dans la transformation du monde comme toute l'histoire du XX ième siècle le démontre. Constaté ce fait

permet de situer dans leur cadre les luttes de classes dans le Nord : celui de luttes économiques revendicatives qui en général ne remettent en question ni la propriété du capital ni l'ordre mondial impérialiste. Cela est particulièrement visible aux Etats-Unis dans le cadre d'une culture politique du consensus. La situation est plus complexe en Europe du fait de sa culture politique du conflit opposant droite et gauche, depuis les Lumières et la révolution française, puis ensuite avec la formation d'un mouvement ouvrier socialiste et la révolution russe (cf S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). Néanmoins l'américanisation des sociétés européennes, en cours depuis 1950, atténue graduellement ce contraste. De ce fait également les modifications de la compétitivité comparée des économies du capitalisme central, associées aux développements inégaux des luttes sociales, ne méritent pas d'être placées au centre des transformations du système mondial, ni au cœur des différentes variantes possibles des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe, comme le pensent beaucoup des partisans du projet européen. De leur côté les révoltes du Sud, quand elles se radicalisent, se heurtent aux défis du sous-développement. Leurs "socialismes" sont de ce fait toujours porteurs de contradictions entre les intentions de départ et les réalités du possible. La conjonction, possible mais difficile, entre les luttes des peuples du Sud et celles de ceux du Nord constitue le seul moyen de dépasser les limites des uns et des autres. Cette conjonction définit ma lecture du marxisme. Une lecture qui part de Marx, refuse de s'arrêter à lui, ou Lénine ou Mao. Un marxisme conçu comme méthode d'analyse et d'action (la dialectique matérialiste) et non comme l'ensemble des propositions tirées de l'usage de celle-ci, et donc un marxisme qui ne craint pas de rejeter certaines conclusions, fussent-elles de Marx, un marxisme sans rivages, toujours inachevé.

Le capitalisme étant un système mondial et non la simple juxtaposition de systèmes capitalistes nationaux, les luttes politiques et sociales, pour être efficaces, devaient être conduites simultanément dans l'aire nationale (qui reste décisive parce que les conflits, les alliances et les compromis sociaux et politiques se nouent dans cette aire) et au plan mondial. Ce point de vue – banal à mon avis – me paraît avoir été celui de Marx et des marxismes historiques (« Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »), ou dans la version maoïste enrichie « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous ! ».

Il est impossible de dessiner la trajectoire que dessineront ces avancées inégales produites par les luttes au Sud et au Nord. Mon sentiment est que le Sud traverse actuellement un moment de crise, mais que celle-ci est une crise de croissance, au sens que la poursuite des objectifs de libération de ses peuples est irréversible. Il faudra bien que ceux du Nord en prennent la mesure, mieux qu'ils soutiennent cette perspective et l'associent à la construction du socialisme. Un moment de solidarité de cette nature a bien existé à l'époque de Bandung. A l'époque les jeunes Européens affichaient leur "tiers mondlisme", sans doute naïf, mais combien plus sympathique que leur repliement actuel !

Sans revenir sur les analyses du capitalisme mondial réellement existant que j'ai développés ailleurs, je rappellerai simplement leurs conclusions : qu'à mon avis l'humanité ne pourra s'engager sérieusement dans la construction d'une alternative socialiste au capitalisme que si les choses changent aussi en Occident développé. Cela ne signifie en aucune manière que les pays de la périphérie doivent attendre ce changement et, jusqu'à ce qu'il se produise, se contenter de "s'ajuster" aux possibilités qu'offre la mondialisation capitaliste. Au contraire c'est plus probablement dans la mesure où les choses commenceront à changer dans les périphéries que les sociétés de l'Occident, contraintes de s'y faire, pourraient être amenées à leur tour à évoluer dans le sens requis par le progrès de l'humanité toute entière. A défaut le pire, c'est à dire la barbarie et le suicide de la civilisation humaine, reste le plus probable. Je situe bien entendu les changements souhaitables et possibles dans les centres et dans les périphéries du système global dans le cadre de ce que j'ai appelé « la longue transition ».

Dans les périphéries du capitalisme mondialisé – par définition « la zone des tempêtes » dans le système impérialiste – une forme de la révolution demeure bien à l'ordre du jour. Mais son objectif est par nature ambigu et flou : libération nationale de l'impérialisme (et maintien de beaucoup, ou même de l'essentiel, des rapports sociaux propres à la modernité capitaliste), ou davantage ? Qu'il s'agisse des révolutions radicales de la Chine, du Viet Nam et de Cuba ou de celles qui ne le furent pas ailleurs en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le défi demeure : « rattraper » et/ou « faire autre chose » ? Ce défi s'articulait à son tour à une autre tâche considérée également prioritaire : défendre l'Union

soviétique encerclée. L'Union soviétique, plus tard la Chine, se sont trouvées confrontées à des stratégies d'isolement systématique déployées par le capitalisme dominant et les puissances occidentales. On comprend alors que, la révolution dans l'immédiat n'étant pas à l'ordre du jour ailleurs, la priorité ait été généralement donnée à la sauvegarde des Etats post révolutionnaires. Les stratégies politiques mises en œuvre – dans l'Union soviétique de Lénine puis de Staline et de ses successeurs, dans la Chine maoïste puis post maoïste, celles déployées par les pouvoirs d'Etat nationaux populistes en Asie et en Afrique, celles proposées par les avant-gardes communistes (qu'elles se soient situées dans le sillon de Moscou, ou de Pékin, ou qu'elles aient été indépendantes) se sont toutes définies par rapport à la question centrale de la défense des Etats post révolutionnaires.

L'Union soviétique, la Chine, le Vietnam et Cuba ont à la fois connu les vicissitudes des grandes révolutions et été confrontées aux conséquences de l'expansion inégale du capitalisme mondial. Ces pays ont néanmoins progressivement sacrifié – à des degrés divers – les objectifs communistes d'origine aux exigences immédiates du rattrapage économique. Ce glissement, abandonnant l'objectif de la propriété sociale par lequel se définit le communisme de Marx pour lui substituer la gestion étatique et s'accompagnant par le déclin de la démocratie populaire, étouffée par la dictature brutale (et parfois sanglante) du pouvoir post révolutionnaire, préparait l'accélération de l'évolution vers la restauration du capitalisme. Dans les deux expériences la priorité a été donnée à la « défense de l'Etat post révolutionnaire » et les moyens internes déployés à cette fin ont été accompagnés de stratégies extérieures priorisant cette défense. Les partis communistes ont été alors invités à s'aligner sur ces choix non seulement dans leur direction stratégique générale mais même dans leurs ajustements tactiques au jour le jour. Cela ne pouvait produire rien d'autre qu'un affadissement rapide de la pensée critique des révolutionnaires dont le discours abstrait sur la « révolution » (toujours « imminente ») éloignait de l'analyse des contradictions réelles de la société, soutenu par le maintien des formes d'organisation quasi militaires contre vents et marées.

Les avant-gardes qui refusaient l'alignement, et parfois osaient regarder en face la réalité des sociétés post révolutionnaires, n'ont néanmoins pas renoncé à l'hypothèse léniniste d'origine (la « révolution imminente »), sans tenir compte que celle-ci était de plus en plus visiblement démentie dans les faits. Il en a été ainsi du trotskysme et des partis de la IV^e Internationale. Il en a été ainsi d'un bon nombre d'organisations révolutionnaires activistes, inspirées parfois par le maoïsme, ou par le guevarrisme. Les exemples en sont nombreux, des Philippines à l'Inde (les naxalites), du monde arabe (avec les Nationalistes/communistes arabes -les qawmiyin- et leurs émules au Yémen du Sud) à l'Amérique latine (Guevarrisme).

Les grands mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, entrés en conflit ouvert avec l'ordre impérialiste, se sont heurtés, comme ceux qui ont conduit des révolutions au nom du socialisme, aux exigences conflictuelles du « rattrapage » (la « construction nationale ») et de la transformation des rapports sociaux en faveur des classes populaires. Sur ce second plan les régimes « post révolutionnaires » (ou simplement post indépendance reconquise) ont certainement été moins radicaux que les pouvoirs communistes, raison pour laquelle je qualifie les régimes en question en Asie et en Afrique de « nationaux - populistes ». Ces régimes se sont d'ailleurs parfois inspirés des formes d'organisation (parti unique, dictature non démocratique du pouvoir, gestion étatiste de l'économie) mises au point dans les expériences du « socialisme réellement existant ». Ils en ont généralement dilué l'efficacité par leurs options idéologiques floues et les compromis avec le passé qu'ils ont acceptés.

C'est dans ces conditions que les régimes en place comme les avant-gardes critiques (le communisme historique dans les pays en question) ont été invités à leur tour à soutenir l'Union soviétique (et plus rarement la Chine) et à bénéficier de son soutien. La constitution de ce front commun contre l'agression impérialiste des Etats-Unis et de leurs partenaires européens et japonais a certainement été bénéfique pour les peuples d'Asie et d'Afrique. Ce front anti-impérialiste ouvrait une marge d'autonomie à la fois pour les initiatives des classes dirigeantes des pays concernés et pour l'action de leurs classes populaires. La preuve en est fournie par ce qui est advenu par la suite, après l'effondrement soviétique.

Retour sur la question agraire

La question agraire, celle de l'avenir des paysanneries des trois continents (la moitié de l'humanité) est centrale dans la conceptualisation de la question nationale : associer et non dissocier modernisation, démocratisation de la société, progrès social accompli par l'option d'une voie de développement à orientation socialiste, affirmation et non dissolution de l'indépendance des nations.

Un regard en arrière sur l'histoire des sociétés du monde antérieur à la conquête européenne peut éclairer ici notre propos et peut être même inspirer des réponses socialistes efficaces au défi de notre temps. La Chine des siècles qui précèdent l'intervention brutale des Européens à partir de 1840 a mis en œuvre un modèle de développement agraire différent de celui inauguré par la voie capitaliste des « enclosures ». La voie chinoise – qui ne disposait pas de la possibilité de l'émigration massive de son surplus de paysans – était fondée sur l'intensification de la production (rendements à l'hectare en progression) par l'association d'une dose croissante de travail, des connaissances améliorées de la nature, des inventions techniques appropriées et l'élargissement de la sphère d'échanges marchands non capitalistes. Cette formule a été poursuivie par la Chine maoïste et même post maoïste. Elle avait fait en son temps, au XVIIIe siècle, l'admiration des Européens (le livre d'Etiemble, *L'Europe chinoise* en témoigne éloquemment) et inspiré les physiocrates français. On l'a oublié aujourd'hui et l'intérêt important particulier du livre de G. Arrighi est de nous le rappeler. C'est cette voie qui a donné à la Révolution française son caractère spécifique de révolution paysanne, fut-elle associée et progressivement dominée par la bourgeoisie. Je prétends qu'il faut garder ces réflexions présentes à l'esprit dans l'élaboration des politiques de développement à orientation socialiste d'aujourd'hui.

Car la voie capitaliste est-elle « plus efficace » ? L'idéologie dominante – celle du capitalisme – confond dans sa réponse rentabilité pour le capital et efficacité sociale. Si la voie capitaliste permet par exemple de multiplier par dix la production par travailleur rural en un temps défini, celle-ci peut paraître d'évidence d'une efficacité indiscutable. Mais si dans le même temps le nombre des emplois ruraux a été divisé par cinq, qu'en est-il de l'efficacité sociale de cette voie ? La production totale aura été multipliée par deux, mais quatre ruraux éliminés sur cinq ne peuvent plus ni se nourrir par eux mêmes, ni produire un excédent modeste pour le marché. Si la voie paysanne qui stabilise le chiffre de la population rurale ne multiplie dans le même temps leur production par tête que par deux, la production totale, elle même doublée, nourrit tous les ruraux et produit un excédent commercialisable qui peut être supérieur à celui offert par la voie capitaliste dès lors qu'on déduit de celle-ci l'auto-consommation des paysans qu'elle élimine. Une comparaison entre la « voie française » et la « voie anglaise » au XIXe siècle illustrerait notre propos. La seconde n'a d'ailleurs été possible que grâce à l'émigration en masse et à l'exploitation forcée des colonies. Les historiens chinois ont parfois eu l'intuition forte de la validité de cette comparaison entre les deux voies (Wen Tiejun nous le rappelle dans un article brillant, peu compris). Giovanni Arrighi (voir Adam Smith in Beijing), André Gunder Frank également (voir Re-Orient), comme l'historien français de la Chine Jean Chesneaux.

8. Les questions difficiles à débattre

L'option de principe en faveur de la voie de développement à orientation socialiste doit être traduite en termes concrets de stratégies d'étape, spécifiques pour chaque peuple, compte tenu de son héritage historique et des destructions qu'il a subi par l'effet du déploiement de la mondialisation capitaliste.

Je proposerai donc une liste de ces questions difficiles, en me contentant de signaler la nature des problèmes posés et des contradictions dans les réponses qu'on peut leur apporter :

1. La question agraire

L'alternative du développement à orientation socialiste repose sur le principe juste que la terre est une ressource naturelle fondamentale, la propriété des peuples et particulièrement des paysanneries qui en vivent. Les deux grandes révolutions d'Asie ont confirmé la mise en œuvre du principe et ont ainsi évité l'exode rural incontrôlé qui frappe le reste des trois continents. La poursuite de cette alternative

implique le respect intégral de ce principe dans toutes les étapes de la longue transition socialiste. Certes l'urbanisation qui accompagnera une industrialisation nécessaire (fut-ce dans des modalités spécifiques qui ne se résument pas à l'imitation sans restriction des modèles capitalistes), exigera un transfert de population des campagnes vers les villes. Mais celui-ci devra être régulé au rythme des capacités d'absorption des activités urbaines productives ; et les formules de gestion de l'agriculture devront en tenir compte.

Il ne s'agit pas de maintenir les campagnes « surpeuplées » dans l'immobilisme. Des erreurs ont pu être commises en pensant qu'une collectivisation précipitée, en avance sur les possibilités et les exigences technologiques, pourraient surmonter la contradiction en question. L'expérience a démontré qu'un accès au sol garanti à l'ensemble de la paysannerie dans des formules associant la petite production familiale et le marché est parvenu à permettre une augmentation rapide et forte de la production agricole, à la fois des rations de l'autoconsommation paysanne et des surplus commercialisés. La poursuite de ce progrès exigera certainement l'invention de formes nouvelles adaptées à chaque étape de la voie du développement à orientation socialiste. Mais celles-ci ne pourront jamais être fondées sur un abandon du principe de l'accès au sol pour tous au profit des illusions éventuelles d'une appropriation privée du sol.

Une réflexion systématique sur des programmes de développement paysan populaire est nécessaire pour que jamais. Cette réflexion ne saurait proposer la même formule pour tous, tant la diversité des situations créées par l'expansion capitaliste est extrême. Là où cette expansion a déjà promu des inégalités gigantesques sous la forme des latifundias d'Amérique latine, d'Afrique australe et de l'Inde, des réformes agraires radicales s'imposeront.

Le programme de poursuite de l'expansion capitaliste passe aujourd'hui par des « modernisations » partielles (qualifiées de « révolution vertes »), dont ne sont bénéficiaires que des minorités de paysans aisés et de capitalistes agraires et qui placent l'agriculture dans son ensemble dans une dépendance extrême à l'égard de l'agrobusiness. Les formules alternatives d'un développement rural modernisé progressivement au bénéfice de tous ne peuvent être similaires. La recherche théorique et la pratique doivent permettre d'en inventer leurs modalités.

L'accès au sol doit être accompagné par la mise à la disposition des paysans des moyens de l'exploiter. Le premier de ces moyens est l'eau qui de ce fait ne peut être plus que la terre une « marchandise comme une autre ». L'accès des peuples à l'eau soulève la question difficile du régime des fleuves internationaux, que le droit international ignore largement et qui est régi – quand il l'est – par des traités bi ou plurinationaux parfois sujets de négociations souhaitables. L'accès aux moyens de production nécessaires au progrès de l'agriculture (crédits, équipements, semences, pesticides et engrais, institutions de commercialisation) ne peut être abandonné aux seules « règles du marché ». L'alternative populaire et l'orientation socialiste exigent l'intervention de politiques d'Etat adéquates dans ces domaines et l'ouverture de champs d'action aux initiatives paysannes (coopératives de formes diverses). Les progrès scientifiques et technologiques concernant la production agricole et vivrière ne peuvent pas être commandés par la seule exigence de la rentabilité immédiate. La rationalité capitaliste est une rationalité à court terme et de ce fait n'est pas toujours soutenable dans le long terme. L'introduction des OGM par exemple fait courir des risques mal connus pour la reproduction de la capacité productive des sols (l'exemple des destructions de sols en Argentine en témoigne), pour le maintien vital de la diversité biologique, comme elle fait courir des risques inconnus pour la santé humaine. Leur introduction est dictée par la seule volonté des transnationales de l'agribusiness de soumettre par ce moyen les producteurs paysans et de réguler les marchés à leur seule convenance. L'alternative populaire exige que les critères de la recherche soient autres.

Les politiques nationales concernant le monde rural ne peuvent être réduites au seul volet de la production agricole. La mise à la disposition des communautés rurales de services essentiels (éducation et santé en premier) équivalents à ceux dont bénéficient les urbains constitue un objectif essentiel de justice sociale.

Les politiques nationales doivent poursuivre l'objectif de la souveraineté alimentaire (autosuffisance de base des Nations) et rejeter celui de la seule « sécurité alimentaire » (capacité de payer les importations destinées à compenser le déficit alimentaire) que la Banque Mondiale et l'OMC veulent imposer.

L'articulation des politiques de développement agricole et de ceux concernant l'industrialisation constitue la colonne vertébrale du développement global de la société. La conception de ces politiques et de leur articulation dans le développement à orientation socialiste entre en conflit visible avec celle qui résulte du seul fonctionnement des marchés oligopolistiques du capitalisme réellement existant. La première est fondée sur les principes et objectifs de « l'alliance ouvrière et paysanne », laquelle à son tour ne peut être abandonnée dans sa mise en œuvre à la seule responsabilité du pouvoir politique central. La démocratisation de la société exige qu'un large champ soit ouvert aux négociations collectives (entre organisations paysannes et syndicats ouvriers, entre monde rural paysan et organisations de consommateurs), soutenues par l'Etat populaire.

La production agricole fait l'objet, dans le moment actuel, d'une offensive mondialisée du capital oligopolistique, véhiculée par les instances de l'OMC. Cette offensive s'inscrit dans une stratégie dite « d'ouverture des marchés », en fait d'ouverture unilatérale des marchés du Sud aux exigences d'expansion du capital oligopolistique du Nord. Les batailles menées désormais au sein de l'OMC (après l'adhésion de presque tous les pays du monde à cet institution conçue et construite par les seules puissances impérialistes) portent actuellement entre autre sur les subventions visibles ou déguisées aux exportations agricoles du Nord (cycle de Doha). Il faut soutenir les points de vues des diplomates de certains pays du Sud qui amorcent une remise en question des « règles de l'OMC », les renforcer par des initiatives populaires conjuguées capables de définir des alternatives d'ensemble cohérentes et des objectifs immédiats de luttes communes.

2. La question de la reconstruction du front uni des travailleurs

La conjonction de la révolution scientifique et technologique en cours (en particulier de sa dimension informatique) et des stratégies socio-économiques mises en œuvre par les forces dominantes (et singulièrement du segment le plus puissant du capital constitué par les transnationales) ont apporté des transformations profondes dans l'organisation du travail et partant du monde du travail.

Le mode de production dit « fordiste » qui avait caractérisé une bonne moitié du siècle dernier, fondé sur la concentration de grandes industries mécanisées et l'accès à des marchés peu différenciés de consommation de masse, avait de ce fait structuré d'une manière particulière tant les hiérarchies du monde du travail (ouvrier-masse, encadrement, direction) que la vie sociale urbaine nouvelle. Ce mode de production avait également créé les conditions de procédures de négociations collectives (Syndicats – patronat) à la base du Welfare State. Les formes d'organisation dominantes alors (partis socialistes et communistes, syndicats de masse) comme celles concernant la conduite des luttes (grèves et négociations, manifestations et élections) produites dans ce cadre s'avéraient efficaces et partant crédibles et légitimes.

Le fonctionnement de l'ensemble de ces mécanismes avait assuré dans les centres capitalistes développés un niveau élevé de l'emploi (le quasi « plein emploi » et la sécurité sociale), la stabilisation dans la répartition du revenu. Les limites du système – idéologies et pratiques patriarcales, voire machistes ; gaspillage des ressources naturelles et mépris de l'environnement – ont fait l'objet des critiques des mouvements de femmes et des écologistes, qui ont modifié progressivement les consciences populaires à ces égards.

Des systèmes proches de celui décrit ci-dessus avaient également été mis en œuvre dans la sphère du socialisme réellement existant, motivés par la volonté de « rattraper » par l'accélération de la modernisation – urbanisation – industrialisation planifiée. Les limites du système – gaspillages dans les investissements, mais surtout absence de pratique démocratique, à laquelle se substituait l'encadrement forcé du parti – sont bien entendu à l'origine de sa crise et de son effondrement ultérieur.

Dans les périphéries du système mondial par contre ce même modèle n'avait pu être mis en œuvre autrement que, au mieux, très partiellement, dans les niches « modernisées-industrialisées » (Inde, Asie du Sud-Est, monde arabe, Amérique latine) baignant dans un océan peu et surtout mal intégré dans l'ensemble national. Les formules politiques de gestion de ce « dualisme » entre le secteur formel moderne et les mondes paysans et informels impliquaient généralement un « encadrement » non démocratique et l'interdiction de l'expression directe des classes dominées. Le succès du national populisme, à travers lequel s'exprimait cette gestion, tenait aux ouvertures qu'il offrait par la mobilité sociale vers le haut et l'expansion de classes moyennes nouvelles. Aujourd'hui, avec le néo-libéralisme dominant, la page de cette histoire est tournée.

La scène est aujourd'hui dominée par la décomposition rapide – recombinaison lente de l'organisation du monde du travail. Dans les centres relativement privilégiés ce procès de transformation profonde se manifeste par la réapparition du chômage de masse, la flexibilité, la précarisation de nombreux emplois, et se solde par la réapparition de phénomènes de « pauvreté » (qui inspire un langage de retour à la « charité » du XIX^e siècle) et l'accentuation des inégalités de toutes natures, interpellant à son tour les traditions démocratiques en crise. Mais simultanément ce procès amorce la recombinaison de formes nouvelles d'organisation du travail, dont l'analyse en terme de « réseaux » constitue l'expression la plus évidente, même si elle est formulée parfois en termes naïfs par excès « d'optimisme ».

En tout état de cause cette « crise systémique » remet en question les formes d'organisation et de luttes de l'étape antérieure : crise des partis (et de la politique), crise des syndicats, flou et fragmentation des « mouvements » en sont l'expression.

Dans les périphéries du système l'évolution est considérablement plus dramatique. L'intégration des réserves paysannes dans la sphère gérée par les principes du néo-libéralisme, la stagnation, voire le recul, des niches modernisées ou même leur expansion dans des formes commandées par la flexibilité – précarité du travail, se soldent par une croissance gigantesque de « l'informel » avec ses conséquences sociales déplorables (« bidonvillisation » ...)

L'idéologie libérale par essence et la pratique dans les sociétés capitalistes sont fondés sur la dissociation des formules de démocratie politique représentative – quand elles existent – et des champs concernant le progrès social des classes exploités et opprimés. L'extension des droits politiques eux mêmes aux classes populaires (suffrage universel par exemple) a été le produit de luttes et de conquêtes des peuples, jamais « octroyée » par en haut. Celle des droits du travail (d'organisation ouvrière, de grève etc.) et plus généralement des droits sociaux (éducation, santé, sécurité sociale etc.) ont été également le produit de ces luttes. L'agenda des revendications est loin d'être épuisé et constitue l'objet même de nombreuses luttes populaires en cours, au Sud et au Nord, d'autant que le moment actuel est celui d'une offensive du capital visant à les réduire, sous prétexte « d'ouverture des marchés ». Les stratégies du capital visent ici à fragmenter à l'extrême les « marchés du travail », à placer les pays du Sud en position de concurrence dévastatrice par la course aux salaires inférieurs. En contrepoint donc la construction de fronts cohérents associant ces luttes encore largement fragmentées constitue l'exigence incontournable de la définition de voies de développement à orientation socialiste. En particulier, dans la phase actuelle de déploiement du capitalisme impérialiste des oligopoles mondialisés, la tâche la plus urgente pour les organisations ouvrières et celles des travailleurs en général est de reconstruire des « fronts unis du travail » capables d'imposer le plein emploi et la définition des conditions décentes de celui-ci.

Les formules d'organisation et d'action héritées de la phase antérieure de l'histoire (syndicats en particulier), efficaces en leur temps, sont érodées par les transformations en cours dans l'organisation du travail. Celles-ci ne sont pas le produit « spontané » et incontournable des nouvelles technologies mises en œuvre. Elles sont largement le produit de stratégies du capital visant à aggraver la précarité des emplois, à créer une armée de réserve de chômeurs, à fragmenter les conditions faites aux travailleurs. Dans les pays capitalistes du Sud, associée à l'exode rural, cette évolution a paupérisé en masse les classes populaires urbaines, dont une proportion croissante est constituée « d'informels ».

Les mouvements populaires en cours ont déjà fait preuve d'inventivité dans l'organisation de ces luttes par la mise en œuvre de pratiques démocratiques avancées réelles. Il leur reste beaucoup de chemin à parcourir pour passer de stratégies encore largement défensives à des projets politiques cohérents et offensifs, capables de faire avancer l'alternative populaire. L'agenda de ces luttes et des objectifs constitutifs de l'alternative populaire s'ouvre largement à toutes les dimensions de la vie sociale, sur les lieux de travail et dans la cité (éducation, santé, habitat, services essentiels).

La polarisation accentuée entre « centres » opulents (15 % de la population de la planète) et « périphéries » toujours dominées et souvent dépourvues, parfois à l'extrême (85 % de la population du monde), propre à l'expansion capitaliste dans toutes les étapes de son déploiement est à l'origine d'une pression migratoire du Sud vers le Nord, prolongement de l'exode rural dans le Sud. La logique libérale est prise ici en flagrant délit d'incohérence. Elle préconise l'ouverture mondiale des marchés aux marchandises et au capital, mais la refuse pour le travail ! Cette incohérence révèle l'objectif réel de ses objectifs : la fragmentation des fronts du travail, la surexploitation des « sans droits » que sont largement les émigrants légaux ou non.

L'objectif de fragmentation des classes travailleurs n'est pas nouveau. Le capitalisme a toujours par exemple récupéré les idéologies patriarcales pour discriminer les femmes, comme celles du racisme à l'encontre des migrants et de minorités éventuelles. Le succès des mouvements populaires des groupes discriminés concernant la construction de convergences entre leurs revendications propres et celles des autres segments du travail en apparence « favorisés », constitue la seule garantie d'un progrès social associé à la démocratisation réelle de la société.

3.La question du contrôle de l'usage des ressources naturelles

Le capitalisme en particulier et le marché en général sont fondés sur des calculs rationnels certes mais toujours à court terme, incapables d'intégrer la perspective nécessaire de la longue durée. Cette limite objective infranchissable en dépit de tous les discours sur le sujet est particulièrement visible pour ce qui concerne les ressources non renouvelables (le pétrole en particulier) ou partiellement renouvelables (l'eau, les forêts). L'échange de ressources naturelles non renouvelables exportées par le Sud contre l'importation de biens renouvelables est par nature inégale, sacrifie l'avenir des peuples du Sud au bénéfice de la consommation immédiate du Nord. L'objectif avoué par les puissances impérialistes est de réserver leur usage à leur bénéfice exclusif, interdisant aux pays du Sud – fut-ce en violant ouvertement les prétendues règles du marché – l'accès et l'usage de ces ressources. C'est pourtant par l'ouverture de cet accès aux peuples du Sud que le Nord sera contraint de « s'ajuster » à son tour à un meilleur usage des ressources de la Planète. L'alternative populaire exige le contrôle de ces ressources par les peuples, l'invention de critères nouveaux de mesure de leur utilité économique fondés sur le respect dans le long terme des exigences sociales de justice, l'ouverture de négociations internationales encadrées par la proclamation et le respect réel de ces principes.

Le changement climatique constitue semble-t-il désormais un défi sérieux pour l'humanité. Dû aux gaspillages du capitalisme (effet de serre) ou peut être à des transformations de l'univers hors de la portée des êtres humains, ce changement constitue de toute façon un défi qui exige la prise en considération du long terme dans le choix des stratégies globales. Le système impérialiste dominant ici encore sacrifie l'avenir du Sud à la seule préservation des positions privilégiées du Nord. L'alternative à orientation socialiste promue par les mouvements populaires doit parvenir à contraindre les gouvernements du Sud à intégrer cette dimension dans la définition de stratégies de développement et à contraindre le système international (l'OMC en particulier) à en respecter les exigences.

4.La question de la démocratisation des sociétés

La démocratisation – synonyme de pouvoir du peuple – concerne tous les aspects de la vie sociale, et non exclusivement la gestion de la dimension politique de celle-ci. Elle concerne tous les rapports entre les individus, au sein de la famille, sur les lieux de travail, dans les rapports de ceux-ci avec les

décideurs économiques, administratifs et politiques. Ces rapports sont simultanément des rapports individuels et collectifs (des rapports de classes, par nature inégaux dans la société capitaliste, fondée sur l'appropriation privative des moyens de production par une minorité, excluant le peuple). Ces limites sont celles de la démocratie – quand elle existe – dans le capitalisme. La démocratisation implique qu'on dépasse ces limites, et par là même aille au delà du capitalisme, sur la route de la construction de l'alternative socialiste.

L'idéologie dominante et les « recettes » démocratiques proposées dans son esprit sépare la démocratie « politique » des revendications sociales, qui s'expriment par les luttes des classes dominées et exploitées contre la logique unilatérale du capital. La démocratisation implique qu'on associe et non dissocie la démocratie politique et le progrès social.

La démocratisation implique la reconnaissance et la définition des droits de l'individu, leur formulation en termes de droits juridiques, la garantie institutionnelle de leur respect réel. La liberté individuelle et la libération de l'être humain de toutes les formes d'oppression sont inséparables de l'objectif du socialisme. Il n'y a pas de socialisme avancé sans intégration des droits de l'individu dans ceux des collectifs de travailleurs et du peuple.

Le capitalisme est un système social fondé sur le principe de la discrimination. Celle qui oppose les maîtres (souvent « propriétaires ») des moyens de production et les majorités populaires qui en sont dépourvus est fondamentale et définit le capitalisme. Il n'y a pas « d'économie de marché » (au sens libéral du terme) qui ne soit une société de marché. Et le marché discrimine et fragmente. La plus flagrante de ces discriminations a toujours frappé les femmes. Les sociétés antérieures à la modernité capitaliste n'ont certes pas ignoré ces discriminations. Mais loin d'en atténuer les violences, le capitalisme les a intégrées dans sa pratique d'exploitation pour les instrumentaliser et les soumettre à ses objectifs propres. Lorsque ceux-ci sont apparus permettre quelques progrès du statut des femmes, le capitalisme s'emploie à en limiter les effets. Les luttes de la moitié féminine de l'humanité pour la pleine reconnaissance juridique et réelle de tous leurs droits (dans les statuts d'organisation de la famille, dans les lieux de travail, dans l'exercice de la citoyenneté) ne sont pas seulement des luttes démocratiques (dont elles constituent un élément fondamental sans lequel parler de démocratisation de la société est parfaitement creux), elles sont, et peuvent être davantage, constitutives de l'alternative socialiste au capitalisme. La liste des segments des classes populaires soumises aux effets de la discrimination est longue : migrants, minorités dites ethniques ou religieuses, malades frappés par le Sida et d'autres pandémies etc. Leurs revendications propres acquièrent d'autant plus de force qu'elles seront associées aux autres dans la lutte pour un développement populaire à orientation socialiste.

5. La question de l'avenir de la propriété des moyens de production

Le capitalisme par définition est assis sur la propriété privée des moyens de production. En contrepoint le socialisme implique par définition leur appropriation sociale. L'expropriation de la bourgeoisie au profit de la propriété de l'Etat, des collectivités locales et des coopératives, ne définit pas le socialisme avancé (la propriété sociale) mais seulement le stade premier de la voie socialiste. Il importe de ne pas confondre les deux concepts, comme l'ont malheureusement faite beaucoup de partis marxistes historiques.

La propriété publique – dans des formes institutionnelles elles mêmes diverses – constitue sans doute, à mon avis, un premier stade incontournable. Dans ce premier stade d'ailleurs, selon les conjonctures sociales et politiques particulières à tel ou tel pays, le maintien des segments de propriété privée peut tout à fait être justifié. Dans le même esprit l'adoption de la planification d'Etat s'impose sans doute à tous, à des degrés divers selon les conjonctures nationales, dans ce premier stade. Mais il importe de savoir que l'Etat et la planification d'Etat ne constituent pas par eux mêmes la garantie d'avancées ultérieures en direction de la gestion sociale. On connaît l'argument : toutes les « organisations » intègrent le danger de leur ossification, bureaucratisation et donc inefficacité. Il importe d'ailleurs de

reconnaître que ce danger ne concerne pas seulement les formes publiques de la gestion mais tout également les grandes organisations privées du capitalisme contemporain.

Le dépassement progressif (et sans doute lent) de ces formes premières de la voie socialiste est étroitement associé aux progrès réels de la démocratisation de la société. Sur ce plan il n'y a pas de formules magiques toutes prêtes qui offriraient « la » solution – définitive et achevée – du problème. L'auto-gestion ouvrière, par exemple, envisagée par certains dans cet esprit, a montré ses limites et a subi des défaites qu'on ne saurait ignorer (voir les exemples de la Yougoslavie et de l'Algérie par exemple). La « cogestion » associant les travailleurs et les « directions » (publiques ou même privées) demeure ambiguë, et est susceptible d'être manipulée par ces dernières. Elle peut même être une feuille de vigne cachant la permanence de la direction capitaliste, comme c'est le cas en Allemagne. Il n'y a pas d'alternative à l'apprentissage progressif par les travailleurs de l'invention des formes nouvelles de la civilisation socialiste. Et cet apprentissage n'exclut pas la permanence de l'Etat, mais d'un Etat acquérant réellement un caractère démocratique de plus en plus marqué.

6. La question de l'indépendance nationale

L'alternative populaire exige la reconnaissance des droits égaux de peuples et des nations dans la globalisation. Elle exige le respect de l'indépendance souveraine des nations.

La mise en déroute nécessaire du contrôle militaire de la planète par les Etats Unis.

Les peuples ont besoin de paix, les nations et les individus de sécurité. La nature impérialiste du système capitaliste ne permet ni l'une ni l'autre. Au contraire, parce qu'il est fondamentalement injuste, le maintien de l'ordre international nécessaire à la poursuite de l'expansion du marché capitaliste oligopolistique exige le déploiement de la violence, y compris la menace militaire et l'utilisation effective de celle-ci, à l'égard de tous les mouvements, les peuples et les Nations réfractaires à la soumission.

Le programme de « contrôle militaire de la planète » par les forces armées des Etats Unis et de leurs alliés subalternes (de l'OTAN en particulier), le déploiement à cet effet de plus de 600 bases militaires américaines sur les cinq continents, les « guerres préventions » déjà en cours (Irak) menaçantes (Iran), constituent des expressions de cette militarisation de la globalisation. Tant que ce projet démentiel et criminel n'aura pas été mis en déroute, toutes les avancées sociales et démocratiques possibles ici ou là demeureront vulnérables à l'extrême.

La mise en œuvre de ces programmes des puissances impérialistes et particulièrement de la première d'entre elles, bafoue les aspirations à la paix et à la sécurité de tous les peuples du Sud. Elle est directement ou indirectement à l'origine des gaspillages que représente la course aux armements. Elle est directement ou indirectement l'inspiration de nombreux conflits dits « locaux », souvent instrumentalisés.

Terrorisme et terrorisme d'Etat.

Le « terrorisme », option choisie par certains individus organisés à des degrés divers, n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire. Il a été légitimé par certaines doctrines interprétant à leur manière « l'anarchisme ». Il importe de rappeler que cette option vient toujours en réponse à une situation insupportable et qu'elle traduit souvent l'impuissance des acteurs sociaux, leur déception produite par la défaite des autres moyens de l'intervention sociale, qu'il s'agisse de la « révolution », de la pratique des populismes ou de la voie électorale.

Plus important donc est de prendre la mesure du terrorisme d'Etat pratiqué systématiquement par le capitalisme historique, en particulier dans les colonies. « Expéditions punitives », « massacres coloniaux » remplissent les pages noires de cette histoire. Aujourd'hui le terrorisme d'Etat est mis en œuvre d'une manière systématique par les Etats Unis, approuvé par leurs alliés européens et japonais.

La guerre américaine du Vietnam illustre ce choix cynique et criminel de Washington depuis plus de cinquante ans, à partir du bombardement atomique du Japon. Les Etats Unis n'ont pas hésité à ordonner l'assassinat en masse de civils vietnamiens par des bombardements chimiques auprès desquels les crimes analogues de Saddam Hussein ne paraissent que brouilleries. Et quand verra-t-on les crimes contre l'humanité perpétrés par les plus haut responsables des Etats Unis punis de pendaison ? Aujourd'hui ces crimes sont commis quotidiennement en Irak occupé, comme à Guantanamo – le « seul goulag tropical » comme l'a dit le gouvernement de Cuba. Aujourd'hui Israël utilise en Palestine occupée, au Sud Liban, la panoplie la plus complète des armes « interdites » ailleurs (bombes à retardement, à fragmentation) sans émouvoir pour autant l'opinion occidentale ! Les Etats Unis sont aujourd'hui le véritable « Etat-voyou » numéro un.

Les régionalisations: au service de qui?

Le système global impérialiste en place donne la priorité absolue à la mondialisation du marché capitaliste et conçoit les systèmes de coopération et d'intégration régionaux comme seulement des « sous-systèmes », des blocs constitutifs du système globalisé. Il en est ainsi de l'Union Européenne, de la zone de libre échange de l'Amérique du Nord (Etats Unis, Canada, Mexique) comme des « marchés communs » mis en place dans diverses régions du Sud (Afrique, Asie du Sud Est). Les projets concernant des ensembles associant pays du Nord et pays du Sud, comme ceux dits de « partenariat » entre l'Union Européenne, l'Afrique et d'autres, sont de la même nature et véhiculent des formes néo-coloniales inacceptables. Ces formules entrent en conflit visible avec les perspectives de développement populaires autocentrés de tous les peuples. Les mouvements populaires doivent promouvoir des perspectives régionales différentes par nature dans leurs objectifs et les moyens mis en œuvre.

L'amorce d'alternatives populaires et nationales autocentrées est peut être déjà en voie de progrès en Amérique du Sud avec l'initiative de l'ALBA venue pour compléter et corriger le Mercosur. Il importe de donner à cette initiative et à d'autres qui pourraient s'en inspirer un contenu défini par les revendications des peuples concernés.

La question de l'Europe.

Pour l'Europe le défi s'articule autour de la question centrale des institutions européennes. Celles-ci ont été conçues pour bétonner systématiquement l'Europe dans le libéralisme économique et l'atlantisme politique et la Commission est, dans ce sens, le parfait garant de la pérennité du pouvoir de la réaction européenne.

L'opinion européenne – celle qui est critique du système en place – est divisée entre « européistes » et « non européistes ». Les uns et les autres pourraient à la rigueur s'accorder sur « l'avantage » que représenterait une Europe unie, donner des contenus différents à cet avantage : celui de constituer une nouvelle super puissance économique, ou de devenir le socle d'une Europe sociale. Ce débat reste abstrait tant qu'on n'a pas répondu à quelques questions préalables . Les conditions qui caractérisent les différents partenaires en Europe – que je ne définis pas seulement par les niveaux inégaux de développement matériel , mais encore par la diversité des cultures politiques- permettent elles des avancées réalisables ensemble dans la région ? Ma réponse est négative. Le projet européen a été conçu dès l'origine (par Jean Monnet, un adversaire déclaré de la démocratie) pour substituer des pouvoirs de décision non démocratiques (déguisés en pouvoirs technocratiques, en fait soumis aux exigences du capital dominant) aux pouvoirs procédant normalement du suffrage. L'Union Européenne n'est pas sortie de cette optique ; l'expression de « déficit démocratique » à son sujet est bien en deçà de la réalité , tout étant mis en œuvre pour bétonner l'édifice contre toute « menace démocratique ». La priorité accordée à la « construction de l'Union Européenne » favorise alors les illusions entretenues par la rhétorique de la « troisième voie » et du « capitalisme à visage humain ». En Europe orientale, en passe de devenir dans ses relations réelles avec l'Allemagne et l'Europe occidentale l'analogie de ce que fut (et est encore) l'Amérique latine dans ses rapports avec les Etats Unis, les illusions sont encore plus grandes. Les appels à une « autre Europe », une « Europe sociale » relèveront de la pure incantation tant que cette construction institutionnelle ne sera pas remise en question de fond en comble.

L'institution européenne a donc annihilé les pouvoirs souverains des Etats, fondement sans lequel l'exercice de la démocratie, faute de prise sur le réel, tourne à la farce, sans leur substituer la construction d'un pouvoir fédéral pour lequel les conditions d'existence ne sont d'ailleurs pas réunies. C'était évidemment réduire l'Europe réellement existante à n'être que le volet européen du projet politique américain (l'atlantisme et le rôle décisif de l'OTAN, dirigée par Washington, dans la politique extérieure réelle de l'Europe). Et pour autant que l'action des forces dominantes de l'impérialisme collectif de la Triade s'inscrive dans la mondialisation libérale qu'on connaît, l'institution européenne opère comme l'un des instruments de celle-ci.

Ce qu'on appelle en Europe la « gauche plurielle », ralliée au principe de « l'alternance » dans les limites imposées par l'institution européenne libérale et atlantiste (et qui de ce fait ne constitue pas une alternative), n'est certainement pas le moyen par lequel les peuples de ce continent pourraient envisager leur sortie du tunnel. La reconstruction d'une « autre gauche » est la condition sans laquelle il est difficile d'imaginer la perspective de l'exercice du pouvoir en Europe par les peuples européens. Dans ces conditions des contradictions entre « l'Europe » et les Etats Unis sont-elles quand même appelées à se manifester avec une force grandissante ? Certains en attribuent la probabilité (qu'ils souhaitent ou déplorent) au conflit des intérêts économiques des firmes dominantes dans les deux pays/régions considérées. Je ne suis pas persuadé par cet argument. Par contre je crois que le contraste qui sépare la culture politique de l'Europe de celle des Etats Unis est porteur d'un conflit politique dont les premières manifestations sont déjà visibles. La réaffirmation des cultures politiques de l'Europe, menacées par l'américanisation du continent, est d'ailleurs, à mon avis, précisément porteuse de la possibilité d'une renaissance d'une gauche à la hauteur du défi, c'est à dire anti-libérale et anti-atlantiste. Le libéralisme est l'ennemi de la démocratie et sa mise en œuvre produit l'érosion des traditions démocratiques, là où elles existent. Des fractions importantes de la droite dans les pays concernés s'inscrivent sans hésitation dans une perspective autoritaire anti démocratique. Mais d'autres traditions politiques, notamment celles que représentent les partis sociaux démocrates, restent attachées à la défense de la démocratie qu'elles croient possible de concilier avec leur ralliement libéral. Le combat contre le libéralisme ne peut ignorer cette contradiction réelle. La construction éventuelle d'une « autre Europe » passe par la déconstruction des institutions de Bruxelles, non leur « réforme ». A son tour cette déconstruction doit être engagée là où cela est possible, entraînant les autres par la suite et créant ainsi les conditions d'une construction différente et alternative. Si la « gauche » ne prend pas d'initiatives allant dans ce sens, alors les démagogues para nationalistes risquent fort de se retrouver au pouvoir !

Le débat sur cette question ne peut être éludé. Il doit être abordé dans un esprit ouvert aux arguments des uns et des autres.

La mise en déroute du néolibéralisme mondialisé.

Le capitalisme n'est pas une « économie de marché » mais une économie capitaliste de marché. Le marché est ici régulé par la domination des intérêts capitalistes, qui prévalent sur ceux des classes exploitées et dominées, dont les membres sont réduits au statut de fournisseurs de force de travail et de consommateurs conditionnés et passifs. Le marché capitaliste, pour efficace qu'il puisse être par certains de ses aspects, demeure guidé par la recherche individuelle du profit par les capitalistes. L'alternative populaire exige la mise du marché au service des objectifs sociaux et démocratiques du peuple, d'autres formes de régulation fondés sur les objectifs du socialisme en construction, et singulièrement la réalisation effective de la plus grande égalité possible.

La centralisation du capital dans le capitalisme contemporain est parvenue à un degré tel que quelques centaines de groupes financiers dominant la plus grande partie des économies nationales comme l'économie globalisée et façonnent les marchés dans leur intérêt exclusif. Ce capitalisme des oligopoles concentre le pouvoir réel, économique, social et politique, dans les mains d'une oligarchie, l'ennemie de l'humanité entière.

Dans son expansion le marché capitaliste s'emploie à s'annexer chaque jour davantage des aires nouvelles de la vie sociale pour les transformer en lieux d'extraction de profits pour le capital. Les programmes de privatisation de entreprises de l'Etat et de collectifs de producteurs ou de citoyens, la « marchandisation » des services publics essentiels (éducation, santé habitat, accès à l'eau et à l'électricité, transports) répond à cet objectif en conflit par nature avec le pouvoir du peuple, dont il réduit le champ d'action. Dans son expansion le marché capitaliste s'emploie également à s'annexer la disposition de toutes les ressources naturelles de la planète renouvelables et non renouvelables, aggravant par là même les perspectives à plus long terme concernant la survie de l'humanité. La privatisation de la terre doit être reconnue comme un danger particulièrement grave pour la survie de la moitié paysanne de l'humanité.

Un développement alternatif à la hauteur de la satisfaction des besoins humains ne saurait être restreint à la « réduction de la pauvreté », elle même largement générée par les logiques qui commandent l'expansion des marchés capitalistes. Un développement alternatif authentique doit contribuer à transformer les modes de vie dans la direction de l'émancipation réelle des classes populaires et des individus. Des « indicateurs » des progrès réalisés dans cette direction doivent être identifiés et définis.

A l'échelle mondiale l'économie capitaliste de marché est fondée sur l'inégalité des partenaires nationaux. La logique de son expansion tend à accentuer et non à réduire ces inégalités inacceptables et refusées par les peuples du Sud. Aux pratiques en cours et aux projets proposées (dans les domaines du commerce, de l'investissement étranger et des flux de capitaux, de la dette) par les institutions de la globalisation capitaliste dominante (FMI, Banque Mondiale, OMC, Communautés Européennes et autres), les mouvements populaires et les Etats progressistes doivent opposer des alternatives positives répondant aux objectifs propres de mouvements populaires.

Le néolibéralisme n'est que la forme extrême de l'expression des exigences de la reproduction du capitalisme dans les conditions d'aujourd'hui. Le discours sur « l'économie de marché transparente » n'est qu'un discours vulgaire de propagande destiné à cacher ce fait. La reproduction du capitalisme oligarchique contemporain exige une aggravation des formes de l'accumulation par dépossession, dont témoignent les privatisations à outrance, l'extension de la marchandisation à tous les aspects de la vie sociale, le pillage des ressources de la planète et la soumission des peuples du Sud qu'il implique. Le capitalisme oligarchique est devenu l'ennemi de l'humanité entière, au delà des seules classes populaires exploitées et dominées.

Le savoir bien commun de l'humanité.

Le savoir est un bien commun de l'humanité. Il ne doit pas être traité comme une « marchandise vulgaire ». Son appropriation privée entre en conflit avec les principes fondamentaux de l'universalisme humaniste.

Les oligopoles financiers qui contrôlent le système mondial en place poursuivent l'objectif de l'organisation de marchés monopolistiques à leur profit, en conflit avec le discours sur la « transparence » qui serait la vertu suprême du marché ! Ils promeuvent à cette fin la fragmentation de la production d'objets parfaitement similaires par leur valeur d'usage par l'abus des « marques déposées ». L'OMC – qui est leur instrument – promeut une « législation mondiale » qui non seulement protège les technologies prétendues particulières à chacune de ces « marques », mais encore sur-protège ces monopoles sous le prétexte fallacieux de défense de la « propriété intellectuelle et industrielle », assurant de la sorte une rente abusive à ces monopoles et constituant un obstacle infranchissable pour les pays du Sud engagés dans l'industrialisation. Simultanément ces monopoles impérialistes s'emploient – avec la protection de l'OMC – à dépouiller les peuples de leurs savoirs traditionnels parfois millénaires, dans les domaines de la production agricole et de la pharmacopée. Sous le prétexte fallacieux que leurs « laboratoires » ont identifié les spécificités propres aux produits agricoles et pharmaceutiques paysans, les monopoles impérialistes entendent « interdire » aux paysans du Sud de poursuivre leurs pratiques de production et les contraindre à « racheter » les semences sélectionnées et les produits des connaissances propres aux sociétés paysannes en question !

7. La question de la crise à venir du système financier capitaliste mondialisé

Le degré avancé de centralisation qui caractérise la mondialisation capitaliste contemporaine a produit une forme de gestion attribuant au « système financier mondialisé » des fonctions décisives dans la reproduction du système dans son ensemble. Les caractères de ce système mondialisé sont étroitement associés avec ce que j'ai dit plus haut de la cristallisation de l'oligarchie financière. Celle-ci à son tour opère dans un cadre défini par l'hégémonisme des Etats Unis fondé sur la libéralisation internationale des mouvements financiers et l'utilisation de l'étalon dollar/pétrole. Ce système conforte les positions dominantes de Washington, pallie aux déficiences du système économique et social des Etats Unis et impose au reste du monde une ponction financière gigantesque qui couvre le déficit extérieur des Etats Unis. La poursuite du déploiement de ce système implique un volume croissant permanent d'opérations financières détachées des exigences de la production, voire en conflit avec celles-ci. François Morin (Le Mur de l'Argent) a analysé avec force convaincante le risque croissant de crise financière majeure que cette évolution comporte.

Les questions difficiles à débattre ici sont les suivantes : ce système financier mondialisé constitue-t-il ou non « le maillon faible » de la mondialisation capitaliste contemporaine ? Si oui (ce que je pense) peut-il être « réformé » progressivement pour lui substituer un autre système financier « moins déséquilibré » (en faveur de l'Europe, de la Chine et peut être de quelques autres) ? Ou est-il condamné à s'effondrer dans le chaos ? Quelles seront les réponses politiques et sociales à celui-ci ? Les forces progressistes de gauche, les gouvernements et les classes dirigeantes, ont-ils intégré cette menace dans leur réflexion ?

8. La question théorique et idéologique centrale: qu'est-ce être marxiste aujourd'hui?

Nous ne pouvons pas écarter de nos discussions la question que chacun de nous se pose : qu'est-ce être marxiste aujourd'hui ?

Pour moi, « être marxiste », c'est partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à l'un de ses grands successeurs de l'histoire moderne, fut-il Lénine, ou Mao. Marxiste et marxologue sont deux espèces différentes. Partir de Marx, c'est partir de la dialectique matérialiste, sans pour autant considérer que toutes les conclusions qu'il a tirées de l'usage qu'il en a fait aient nécessairement été correctes en leur temps, a fortiori aujourd'hui. Le faire c'est faire de Marx un prophète, ce qu'il n'a jamais prétendu être. Désacraliser Marx s'impose.

C'est dans cet esprit qu'il faudrait, à mon humble avis, aborder la question de la place de la théorie révolutionnaire aujourd'hui, et, partant, le rôle des intellectuels/militants qui s'en revendiquent dans leur effort pour comprendre notre temps et formuler des propositions d'action pour le transformer. Il faut le faire dans un esprit ouvert, oser vouloir construire « la convergence dans la diversité ».

Conclusion générale

Chacun des thèmes de débat et d'action considéré ci-dessus s'inscrit dans la perspective générale de l'élaboration de stratégies de luttes populaires allant « au delà du capitalisme », s'engageant sur la longue route du développement à orientation socialiste, fondé sur les intérêts et les revendications des classes populaires, soumettant la régulation des marchés et la mise en œuvre des politiques d'Etat à l'objectif du renforcement progressif de l'orientation socialiste et non d'en saper le mouvement. Cette option de principe fondamentale exige une critique radicale du « capitalisme réellement existant » qui n'est pas le « marché » vanté par les idéologues d'un système de pouvoir fondé sur l'inégalité des classes (annihilant toute possibilité réelle de pouvoir populaire) et l'inégalité des nations (le capitalisme réellement existant est impérialiste par nature).

La voie du développement à orientation socialiste ne saurait être réduite à une « formule unique » valable pour tous, analogue à celle que le « consensus de Washington » ou le « consensus post

Washington » tentent d'imposer. Les voies de ce développement sont multiples et doivent être définies concrètement par chaque peuple, à partir des conditions concrètes qui lui sont propres (en particulier de l'héritage du développement inégal promu par le capitalisme/impérialisme) et de celles de sa culture politique. Le « non consensus global » doit être le principe guidé de la reconstruction d'une globalisation multipolaire et négociée.

La longue transition du capitalisme mondial au socialisme tout également mondial ne peut être qu'un long processus d'apprentissage par les peuples des exigences de l'invention d'une étape nouvelle de la civilisation, fermant la parenthèse du capitalisme, engagé dans un déclin inexorable.

Les communistes doivent relire l'histoire du XX^e siècle en situant la critique de ces premières tentatives (à la fois de sortir des logiques du capitalisme et de libérer les peuples victimes de l'impérialisme historique) sans « fuir l'histoire » (je fais référence ici à l'ouvrage fondamental de Losurdo cité plus haut), sans capituler et substituer à l'analyse des défis qu'ils ont eu à affronter et des réponses qu'ils leur ont donné des séances misérables d'auto flagellation, comme le souhaitent les défenseurs du capitalisme/impérialisme.

Le déclin inexorable du capitalisme pourrait être, à défaut de cristallisation de l'alternative socialiste, celui de la civilisation tout court. La responsabilité de toutes les forces sociales démocratiques et progressistes est de faire qu'il n'en soit pas ainsi, de transformer ce long déclin en une longue transition positive vers un monde réellement meilleur, socialiste. Dans cette perspectives toutes ces forces doivent apprendre à agir ensemble, à construire ensemble les étapes de cette longue transition. La longue transition humaniste implique que les peuples du Nord apprennent à se désolidariser de l'impérialisme de leurs Etats, que ceux du Sud comprennent que seule la perspective socialiste permet leur libération.